



LE CANADA DANS LE MONDE : L'AVENIR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Cycle scientifique 2023-2026



**FONDATION
PIERRE ELLIOTT
TRUDEAU
FOUNDATION**

TABLE DES MATIÈRES

LE CANADA DANS LE MONDE : L'AVENIR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE	01
ÉLABORER LE CADRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE	03
LE CANADA DANS LE MONDE : LES ÉVÉNEMENTS CLÉS DE SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE	05
LES DÉFIS DU 21 ^E SIÈCLE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE	06
AXES DE LEADERSHIP ET D'AVENUES À EMPRUNTER POUR REDYNAMISER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE	13
CONCLUSION	21
ANNEXE A SURVOL HISTORIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA (1899–2015)	23
ANNEXE B LISTE DE QUESTIONS	29
ANNEXE C LISTE DES EXPERT.E.S CONTRIBUTEUR.RICE.S	35
RÉFÉRENCES	37

LE CANADA DANS LE MONDE : L'AVENIR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE



Le cycle scientifique 2023-2026 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau intitulé *Le Canada dans le monde : l'avenir de la politique étrangère* s'inscrit dans une conjoncture de changements majeurs partout dans le monde.¹ L'évolution s'est accélérée avec les transformations technologiques spectaculaires des vingt dernières années, ainsi que l'expansion de certains joueurs de la scène internationale, qui a permis l'intégration de nouveaux alignements transrégionaux pour renforcer la coopération entre les démocraties². Les villes et les sociétés privées émergent, d'autant plus, en tant qu'acteurs indépendants de politique étrangère et pôles d'innovation, avec une collaboration accrue entre les secteurs public et privé.³

Depuis 2016, le portrait du monde a été marqué par une accumulation de défis sans précédent, auquel s'est ajoutée la pandémie de COVID-19. Parmi les difficultés communes et émergentes, mentionnons les bouleversements climatiques, les migrations de masse et les mouvements de réfugié.e.s, la montée de l'autoritarisme dans de nombreux pays, des mouvements politiques importants comme le Brexit, la hausse de l'endettement mondial, les disparités économiques croissantes, les conflits religieux, la guerre, ainsi que la nature changeante des conflits et de la conjoncture sécuritaire.⁴

Ces transformations profondes de l'ordre mondial ont remis en question les bases sur lesquelles repose la politique étrangère



canadienne, fondée sur le multilatéralisme, la promotion de la démocratie, les droits de la personne et le commerce mondial.⁵ Depuis les années 1990, l'on a assisté à une coopération internationale accrue dans le cas d'événements mondiaux majeurs – attentats terroristes, interventions militaires ou crises économiques – pour soutenir et faire progresser les principes démocratiques dans le monde. Cela s'est manifesté par le recours à des institutions multilatérales comme les Nations unies, l'OTAN, le G7 et le G20, et par des initiatives de coopération diplomatique, telles que le Conseil de l'Arctique, qui ont renforcé leur légitimité comme instances décisionnelles internationales, une situation qui a joué en faveur du Canada et assuré au pays une plus grande influence sur la scène internationale.

Au cours des dernières années, cependant, les conceptions traditionnelles du multilatéralisme ont été remises en question par l'évolution des rapports de force à l'échelle internationale. L'escalade de la confrontation sino-américaine a accéléré le désengagement des États-Unis par rapport à une orientation internationaliste.⁶

L'instabilité et la polarisation politiques aux États-Unis⁷ se sont « lourdement propagées dans des institutions américaines autrefois réputées ».⁸ Et si le concert des nations s'est récemment opposé de manière multilatérale à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la précarité de la cohésion politique et économique est devenue une préoccupation nationale un peu partout dans le monde.

En 1941, pendant la Seconde Guerre mondiale, le premier ministre britannique Winston Churchill avait décrit le Canada comme « le pilier du monde anglophone »⁹ pour son attitude amicale et sa loyauté à l'égard de ses alliés aux États-Unis et en Europe, et parce qu'il jouait un rôle essentiel en établissant des ponts entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Il s'agissait peut-être d'une déclaration politique opportune quelques mois avant que les États-Unis subissent l'attaque du Japon et soient entraînés dans le conflit; Churchill a répété ce sentiment une fois la guerre terminée.

Louangé historiquement à titre d'État « bien gouverné, ordonné, prospère et pacifique »,¹⁰ le Canada cherche aujourd'hui à renouveler son rôle dans l'ordre mondial émergent.¹¹ Les changements survenus aux



États-Unis, le plus grand partenaire commercial et allié militaire du Canada, ont eu une incidence importante sur le rôle du Canada dans un ordre international de plus en plus complexe.¹² Le déclin de l'influence internationale du Canada a également été illustré par deux tentatives infructueuses d'obtenir un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, en 2010 et en 2020, ce qui a affecté son statut de membre établi depuis 60 ans.¹³ Ce recul a donné un choc à l'électorat canadien¹⁴ et suscité un besoin urgent pour le Canada de repenser son approche traditionnelle de la politique internationale et les stratégies qu'il déploie.¹⁵

Ce document-cadre encourage la réflexion, le dialogue et l'échange créatif de connaissances sur les forces et les possibilités du Canada qu'on peut exploiter pour l'avenir de la politique étrangère du pays. Les enjeux et les sujets mondiaux émergents sont éclairés par un groupe interdisciplinaire de chefs de file du gouvernement, du milieu universitaire, des communications, des médias et des secteurs à but non lucratif.

Les boursier.e.s, *fellows* et mentor.e.s 2023 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et sa

communauté sont également invité.e.s à réfléchir à des questions primordiales et à présenter leur point de vue et leur expérience, de manière à refléter une pluralité de perspectives et de contribuer à tracer la voie pour moderniser et redynamiser la politique canadienne étrangère et son leadership sur la scène mondiale.

ÉLABORER LE CADRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

La politique étrangère canadienne et sa mise en œuvre sont définies de la manière suivante sur le site Web d'Affaires mondiales Canada :

« Affaires mondiales Canada gère les relations diplomatiques et consulaires du Canada avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales en entretenant un dialogue avec des acteurs internationaux et en exerçant une influence sur ceux-ci, de manière à promouvoir les intérêts politiques, légaux et économiques du Canada, incluant la réduction de la pauvreté, "l'empouvoirement" des femmes et des filles, favoriser un système international fondé sur des règles, la paix et la sécurité



à l'échelle internationale, les droits de la personne, une gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique, l'inclusion et le respect de la diversité, et la durabilité de l'environnement. »¹⁶

Dans le contexte de l'interdépendance de nos pays, la politique étrangère canadienne peut également être explorée par une définition immersive – c'est-à-dire non seulement en tant que le Canada *et* le monde, mais aussi en tant que le Canada *dans* le monde,¹⁷ de par une approche adoptée largement par les expert.e.s de l'histoire internationale. Alors qu'on a souvent décrit le Canada comme une puissance intermédiaire ou « moyenne »¹⁸ entre les grandes puissances que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, il semble que le Canada doive – et depuis longtemps – « se débarrasser de son complexe de puissance moyenne ».¹⁹ Une autre interprétation permettrait également d'examiner le Canada comme un « État entrepreneurial (...) jouant le rôle de catalyseur ou de facilitateur; et en mettant l'accent sur la création de coalitions et de coopérations. »²⁰

L'élaboration du cadre de la politique étrangère peut aussi être réalisée d'un point de vue pratique, en tant qu'objet à connaître, à interpréter et à utiliser comme moteur d'action, une pratique dont l'émergence a été mue par la liberté de la presse et la démocratisation.²¹ En ce sens, les actions du Canada et ses engagements envers la Vérité et la Réconciliation²² pour changer en profondeur ses relations avec ses peuples autochtones, et pour favoriser l'acceptation et la reconnaissance, peuvent aussi contribuer à un renouvellement de ses relations internationales.²³ À ce titre, les relations extérieures du Canada ne sont pas isolées de ses actions et décisions politiques à l'intérieur de ses frontières, et le pays peut faire preuve de leadership sur la scène internationale en transposant des politiques intérieures progressistes dans sa politique étrangère.

Il pourrait également être pertinent pour les dirigeant.e.s et les analystes politiques d'étudier les investissements en ressources nécessaires pour que les objectifs de la politique étrangère canadienne se concrétisent, en s'appuyant sur des statistiques et des données solides, une



analyse de qualité et une collaboration entre les responsables des programmes de financement et les institutions internationales.²⁴

LE CANADA DANS LE MONDE : LES ÉVÉNEMENTS CLÉS DE SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Comme l'a si bien dit feu John Wendell Holmes, diplomate et commentateur canadien : « *Les meilleures politiques publiques sont tirées de la connaissance de l'Histoire et de la conjoncture* ». ²⁵ Les plus éminent.e.s spécialistes de la politique étrangère et de l'histoire semblent s'être surtout concentré.e.s sur les contributions canadiennes du 20^e siècle pour définir l'engagement mondial du Canada et en faire une analyse critique (voir Annexe A).²⁶

Le Canada est largement reconnu pour son rôle clé dans la première opération de maintien de la paix à grande échelle des Nations unies lors de la crise du canal de Suez en Égypte en 1956, sous la direction de l'ancien ministre des Affaires étrangères (et futur premier ministre) Lester B. Pearson, qui a contribué à désamorcer le clivage entre les grandes puissances au sein de l'OTAN et

du Commonwealth, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.²⁷ D'autres jalons importants comprennent la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, signé en 1988, prédécesseur de l'Accord de libre-échange nord-américain après inclusion du Mexique dans les années 1990 (désormais, Accord Canada-États-Unis-Mexique, renégocié et en vigueur depuis le mois de juillet 2020); le leadership du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy dans l'adoption de la Convention d'Ottawa de 1997 sur l'interdiction des mines antipersonnel,²⁸ et la création de la norme « Responsabilité de protéger » – concept adopté en 2005 –, un engagement politique non contraignant des États membres des Nations unies visant à protéger les populations contre les génocides, les crimes contre l'humanité, les nettoyages ethniques et les crimes de guerre.²⁹ Le Canada a également joué un rôle prépondérant dans la création de la Cour pénale internationale en 2002, ainsi que dans la Déclaration d'Ottawa de 1996, qui a fait du Conseil de l'Arctique un forum intergouvernemental de premier plan, composé de huit pays de l'Arctique,³⁰ de six associations autochtones



au statut de membre permanent³¹ ainsi que d'organisations et d'États observateurs et voués à la promotion de la coopération dans l'Arctique.³² Le Conseil de l'Arctique a interrompu ses travaux impliquant la participation ou le leadership russe après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, ce qui a semé le doute sur l'avenir de nombreux projets de recherche scientifique et démontré la précarité de tels accords internationaux.³³

Les tentatives infructueuses du Canada pour obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies ont fait naître des inquiétudes quant à la perte de reconnaissance du pays

LES DÉFIS DU 21^E SIÈCLE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

L'exercice du leadership dans un contexte mondialisé en pleine mutation

Depuis 2016, la capacité du Canada à préserver ses institutions et processus démocratiques, son économie, son tissu social et ses valeurs a été ébranlée par un environnement mondial en mutation.³⁷ Ce dernier a été confronté aux dynamiques de

sur la scène internationale.³⁴ Certains estiment « qu'il incombera aux historiens de l'avenir de juger si le Canada est de nouveau dans la course et s'il en est jamais sorti ». ³⁵ En se basant sur le thème *Le Canada et le monde* de la Fondation, les questions fondamentales pourraient inclure « les idéaux et les prescriptions en matière de politique étrangère qui ont bien servi le Canada dans le passé peuvent-ils s'aligner sur l'éventail inquiétant de défis que nous devons relever » aujourd'hui ?³⁶ Et « quelles sont les valeurs fondamentales de la politique étrangère du Canada qui restent pertinentes aujourd'hui par rapport aux paradigmes qui devraient être modifiés ? »

pouvoir entre l'Occident et l'Orient,³⁸ à la recrudescence des politiques protectionnistes ainsi qu'à la montée des régimes autoritaires, avec une hausse des confrontations entre les États-Unis et la Chine, les plus grandes puissances économiques du monde, et deux partenaires commerciaux du Canada.³⁹



Le Canada a été aux prises avec un dilemme complexe : adopter une approche plus dure dans ses relations bilatérales avec des pays autoritaires ou poursuivre une politique d'engagement en raison de relations économiques ou historiques.⁴⁰ Notamment, malgré la dénonciation par le Canada de « l'incarcération massive par la Chine de la population minoritaire ouïgoure au Xinjiang, de l'empiètement sur la démocratie de Hong Kong et de son expansion en mer de Chine méridionale »⁴¹, le pays n'a pas officiellement interdit la technologie 5G de Huawei dans ses réseaux, contrairement à ses alliés de « l'alliance des Cinq yeux »⁴² : les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande.⁴³ Parallèlement, à la suite de la détention en Chine des citoyens canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor en représailles à l'arrestation par le Canada de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, en 2018,⁴⁴ le Canada a pris l'initiative de lancer la Déclaration contre la détention arbitraire dans les relations d'État à État en février 2021.⁴⁵ Cette déclaration a été saluée comme un premier pas positif et approuvée sans réserve par 69 pays à ce jour.⁴⁶ Il reste à savoir comment son exécution ou les sanctions à l'encontre des

contrevenants pourront être renforcées dans les années à venir.⁴⁷

Les autres alliances économiques du Canada subissent également les effets des changements dans les dynamiques internationales. Par exemple, en mars 2020, le Canada a ratifié l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), qui a remplacé l'ALENA, avec un certain nombre de concessions pour satisfaire les exigences de plus en plus protectionnistes des États-Unis, notamment pour les tarifs sur l'acier et l'aluminium, ainsi que sur les biens provenant de la Chine et d'ailleurs, et la politique intérieure américaine en matière de fiscalité et de déréglementation.⁴⁸ En 2018, le Canada a conclu avec succès les négociations de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressif, qui garantit un meilleur accès aux marchés asiatiques.⁴⁹ Néanmoins, le pays n'est toujours pas membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est⁵⁰ ni du Cadre économique indopacifique pour la prospérité qui regroupe 13 pays représentant 40 % du PIB mondial.⁵¹ De surcroît, le Canada n'a pas été inclus dans deux partenariats conjoints sur la sécurité, le Dialogue quadrilatéral



pour la sécurité, qui réunit les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, ainsi que l'AUKUS, avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie.⁵² Dans une perspective plus réjouissante, les alliances économiques du Canada se sont étendues outre-Atlantique ces dernières années, avec la signature en 2016 de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE,⁵³ ainsi que la conclusion d'un partenariat UE-Canada dans le domaine des matières premières en 2021.⁵⁴

Les changements géopolitiques mondiaux ont également influencé la dynamique existante au sein du G7, où le discours traditionnel sur les marchés libres et ouverts a été remplacé par un discours davantage axé sur les menaces croissantes à l'ordre international posées par les pays autoritaires et par les crises mondiales que constituent les bouleversements climatiques et l'épidémie de Covid-19.⁵⁵ Une grande partie de l'aspect économique des discussions a été cédée au G20, dont les membres représentent désormais environ 80 % du PIB mondial⁵⁶ et comprennent des économies importantes comme l'Inde et la Chine.⁵⁷ Le Royaume-Uni a également formulé une

proposition initiale visant à transformer le G7 en un D-10, un forum de dix grandes démocraties, afin de faire face à la Chine et d'améliorer résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales⁵⁸.

Le conflit russo-ukrainien a aussi eu des répercussions sur des alliances démocratiques et de coopération internationale réputées. Un exemple frappant est la déclaration du 3 mars 2022 du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis visant à boycotter les réunions du Conseil de l'Arctique sous la présidence russe, et une deuxième déclaration, du 8 juin, visant à reprendre la coopération sur les projets du Conseil de l'Arctique précédemment approuvés qui n'impliquent pas la participation des dirigeants russes. Le Conseil de l'Arctique avait été qualifié de « régime coopératif sans doute unique au monde ».⁵⁹ Ses travaux ont donné lieu à d'importantes initiatives diplomatiques, telles qu'un rapport publié en 2011 par les hauts fonctionnaires de l'Arctique sur les critères de participation des observateurs, parmi lesquels la reconnaissance de la souveraineté des États arctiques et du cadre



juridique applicable à l'océan Arctique (notamment la Convention des Nations unies sur le droit de la mer),⁶⁰ ainsi que l'Évaluation de l'impact des changements climatiques dans l'Arctique, de 2004.⁶¹ Les conflits au sein du Conseil de l'Arctique sont demeurés marginaux, même si le Canada a des différends avec le Danemark au sujet de revendications terrestres et maritimes à l'Île Hans (le conflit surnommé « guerre du whisky » a été réglé en juin 2022), avec les États-Unis dans la mer de Beaufort, et des revendications relatives aux eaux intérieures dans le passage du Nord-Ouest.⁶² Ces différends ont été jugés surmontables sur le plan diplomatique, tandis que la priorité semble désormais résider dans le renouvellement de la coopération du Canada avec ses voisins circumpolaires dans le sillage de l'invasion russe en Ukraine – un nouveau chapitre explosif dans les relations internationales.⁶³

La présence canadienne sur le continent africain tirerait également profit d'une approche renouvelée en matière de politique étrangère, afin de consolider un engagement jusqu'ici intermittent, coincé entre la dépendance des industries extractives à

l'égard des ressources naturelles africaines et les besoins de limiter l'exposition et l'enchevêtrement des pressions concurrentes en matière de sécurité et de développement.⁶⁴ Les auteur.e.s de rapports de la sphère politique et du secteur privé ont appelé le Canada à accorder davantage d'attention aux tendances à long terme qui révèlent un grand potentiel d'investissement dans les pays africains. Au moment où de nouvelles institutions démocratiques sont mises en place et reconnues, bien qu'à des rythmes différents, les nouvelles chaînes de valeur en Afrique s'éloignent des industries extractives et se développent dans des secteurs du 21^e siècle tels que les télécommunications, l'agroalimentaire et l'énergie.⁶⁵ Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne apparaît comme le seul endroit où les taux de natalité sont au seuil de remplacement ou plus élevés. La croissance exponentielle de l'immigration en provenance des pays africains depuis les années 1970, avec notamment l'installation de nombreuses personnes des nations africaines francophones au Québec, crée de plus en plus d'occasions de recruter des migrant.e.s qualifié.e.s.



De même, le leadership dont le Canada a fait preuve dans les années 1990 pour occuper un siège longtemps vacant à l'Organisation des États américains s'est transformé depuis en une approche « par intermittence » des affaires interaméricaines, trop souvent influencée par les intérêts stratégiques des partis politiques au pouvoir et une préférence de longue date pour les relations avec les États-Unis.⁶⁶ Il existe néanmoins d'importants domaines de représentation diplomatique, ainsi que des intérêts en matière de sécurité, que le Canada pourrait optimiser dans l'hémisphère sud. En outre, il existe des possibilités de renforcer ses relations avec le bloc commercial régional de l'Alliance du Pacifique entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou⁶⁷ et de maintenir des liens commerciaux de sociétés canadiennes, telles que la Banque Scotia, la CIBC et Bombardier, présentes dans cet hémisphère, ainsi que des investissements directs de plusieurs milliards de dollars de la part d'entreprises canadiennes.⁶⁸

Il est important d'évaluer la valeur stratégique de ces alliances pour le Canada et de déterminer s'il doit ou non adapter ses politiques étrangères, ses relations, ses

stratégies, ses communications ou ses contributions pour en faire partie, ou plutôt accroître son engagement mondial avec d'autres réseaux bilatéraux, régionaux ou internationaux.

L'importance de maintenir l'unité à une époque polarisée

Timothy A. Sayle a affirmé : « S'il y a une constante dans l'histoire de la sécurité nationale du Canada, c'est que, depuis plus de 150 ans, la viabilité et l'intégrité de l'État ont été préservées surtout en veillant à ce que les Canadiens restent unis. »⁶⁹ L'unité partisane concernant la position du Canada s'est également avérée bénéfique pour réduire les possibilités d'exploitation politique au moyen d'opérations hybrides et cybernétiques, notamment le trollage, le piratage et l'exploitation des médias sociaux.⁷⁰

Au cours des dernières années, l'unité politique canadienne a néanmoins subi l'infiltration de politiques partisans pernicieuses par l'entremise d'une désinformation médiatique croissante et d'un recul de la démocratie qui a mis en péril les institutions des États-Unis lors de l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021.⁷¹ Les



profondes divisions partisanses ont été les plus manifestes au Canada au début de l'année 2022, lorsqu'un convoi de camionneurs a occupé la capitale nationale pour protester contre l'imposition de la vaccination contre la Covid-19 et l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence.⁷² En revanche, le consensus entre les Canadiens et les principaux partis politiques du pays est remarquablement fort en ce qui concerne sa position ferme à l'égard de la Russie pour la défense de la souveraineté ukrainienne.⁷³

Ces exemples invitent à la réflexion à propos d'autres événements ou relations à l'échelle mondiale susceptibles d'influencer l'unité civique et la démocratie au Canada, ainsi que sur les stratégies, les actions et les collaborations nationales ou internationales que le Canada peut élaborer pour éviter les menaces ou les risques d'une polarisation paralysante.

La politique étrangère canadienne dans l'écosystème numérique mondial

La révolution numérique fait largement consensus quant à ses bienfaits incommensurables pour la liberté

d'expression et le progrès social et économique.⁷⁴ Au cours de la dernière décennie, paradoxalement, cette révolution a ébranlé les démocraties de la planète.⁷⁵ Le monde fait face aux nouvelles menaces pour la démocratie, la sécurité et les droits de la personne que représente un écosystème numérique mondial.⁷⁶ L'exploitation politique au moyen d'opérations hybrides et cybernétiques sur les médias sociaux a infiltré les processus démocratiques; les gouvernements et les plateformes mettent en œuvre la censure et la distorsion pour contrer la désinformation; les bulles de filtres ou les chambres d'écho imposées par la conception et les algorithmes des plateformes de médias sociaux rendent plus difficile l'engagement citoyen au-delà des lignes idéologiques, et la diversité est affaiblie par la domination du marché des grandes plateformes.⁷⁷ Les « villes intelligentes » à la fine pointe de la technologie, de plus en plus desservies par des réseaux sans fil 5G, utilisent divers types de méthodes électroniques pour recueillir des données, érodant ainsi l'anonymat dans notre vie quotidienne.⁷⁸ Enfin, avec la prolifération des données en ligne, des atteintes à la cybersécurité sont devenues



courantes au Canada et un peu partout dans le monde des affaires⁷⁹ avec, notamment, de l'extorsion, du harcèlement criminel, des messages indécents ou harcelants, des menaces, de l'usurpation d'identité et de la pornographie juvénile.⁸⁰

Le Canada a mis sur pied des initiatives nationales pour faire face à ces défis.⁸¹ Toutefois, protéger les populations contre les menaces cybernétiques venues de l'étranger exige une coalition plus vaste d'acteurs pour multilatéraliser un « complexe numérique-industriel » en évolution rapide,⁸² dominé par un très petit nombre d'acteurs importants et antagonistes, à savoir : la Chine, où les données sont principalement contrôlées par l'État; les États-Unis, où les données sont largement contrôlées par les plateformes numériques dirigées par les géants du Web (Alphabet, Amazon, Apple, Meta et Microsoft); le règlement général sur la protection des données de l'UE, qui place l'individu au centre de la gouvernance, et d'autres pays « entraînés dans le sillage de l'un ou l'autre régime ».⁸³ Le Canada a également adopté des positions fermes à l'encontre d'entreprises technologiques

mondiales avec, entre autres, une enquête sur Facebook (maintenant Meta) du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada qui a mis au jour de graves infractions à la *Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels* et l'absence de protection desdits renseignements. De manière plus générale, la collaboration interdisciplinaire d'experts en relations internationales, en technologie, en sécurité, en affaires, en criminologie, en droit et dans de nombreux autres domaines peut contribuer à éclairer d'autres initiatives technologiques ou géopolitiques qui permettraient au Canada de canaliser ses efforts de collaboration pour protéger sa population contre les menaces numériques.

Les engagements internationaux du Canada liés aux bouleversements climatiques : un défi planétaire

À l'automne 2021, 197 pays ont négocié le Pacte de Glasgow pour le climat dans le cadre de la 26^e Conférence des Nations unies sur le climat (COP26), qui s'est déroulée à Glasgow, en Écosse. Ce Pacte est le premier à viser explicitement la réduction progressive de l'utilisation du charbon et des



subventions inefficaces aux combustibles fossiles, et à poursuivre les efforts visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C par rapport aux seuils préindustriels.⁸⁴ Plus d'une centaine de pays où se situent 85 % des forêts du monde, dont le Canada, se sont engagés à mettre fin à la déforestation d'ici 2030.

Malgré ces avancées positives, de nombreuses inquiétudes subsistent quant à la capacité des nations à honorer leurs engagements antérieurs, pris, par exemple, dans le cadre du Protocole de Kyoto de 2005, de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris de 2015 de la CCNUCC.⁸⁵ Jusqu'à présent, les engagements pris par le Canada dans le cadre du Protocole de Kyoto de réduire ses GES de 6 % par rapport à ses niveaux de 1990 n'ont pas été respectés. En 2018, il était classé au dixième rang des pays émetteurs de GES dans le monde.⁸⁶ Il a également établi de nouveaux engagements de réduction des GES à 30 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 dans son Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques de 2016 et dans le

plan Un environnement sain et une économie saine annoncé en 2020.⁸⁷ En se basant sur le thème de la Fondation *Les populations et leur environnement naturel*, il est possible d'explorer des questions cruciales concernant les changements climatiques et le potentiel de collaborations interdisciplinaires menant à des recommandations novatrices. Cela pourrait éclairer la façon dont le Canada peut atténuer les effets de ces bouleversements, notamment en obtenant l'adhésion des provinces et des territoires, en adaptant ses pratiques industrielles, en misant davantage sur la coopération internationale, en protégeant les moyens de subsistance des peuples autochtones et des collectivités et en répondant aux grandes divergences dans l'opinion publique.

AXES DE LEADERSHIP ET D'AVENUES À EMPRUNTER POUR REDYNAMISER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

Alors que le Canada doit composer avec une dynamique internationale en pleine transformation, il est également possible de tirer parti de ses forces et des domaines présentant un potentiel d'émergence pour une politique étrangère revigorée. Les sections qui suivent proposent certains axes



de leadership dans lesquels la politique étrangère du Canada pourrait évoluer, proposés par des expert.e.s multipartites et soutenus par des études. Bien que non exhaustifs, ils servent de base à la discussion.

L'aide publique canadienne au développement

En 2018, l'OCDE a publié un rapport selon lequel l'aide publique au développement (APD) du Canada avait décliné depuis 2012 et avait représenté à peine la moitié des 0,5 % du PIB que le Canada avait dépensés en aide au cours des 30 années précédentes.⁸⁸ Ce chiffre est considérablement inférieur aux objectifs d'APD fixés par le rapport de la Commission Pearson sur l'aide internationale en septembre 1969, à savoir 0,7 % du produit national brut en 1975, au plus tard en 1980.⁸⁹

Le gouvernement actuel s'est efforcé de reconstruire son portefeuille d'aide internationale.⁹⁰ En 2021, le Canada s'est classé sixième en termes de volume d'APD

et treizième parmi les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Le Canada a versé des milliards de dollars pour la vaccination, les services essentiels de santé, de nutrition et à la population, la sécurité sociale, les infrastructures, l'accès à l'eau, l'amélioration des installations sanitaires, les énergies renouvelables, un Programme mixte pour la lutte contre les changements climatiques, un Mécanisme de financement mondial en soutien à chaque femme et chaque enfant et le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan.⁹¹ L'orientation de l'aide régionale a également changé au fil des décennies, parfois sous l'influence des diverses priorités des partis.⁹² Concrètement, le gouvernement actuel a accordé la priorité à l'aide internationale au développement des pays d'Afrique subsaharienne, conformément à sa Politique d'aide internationale féministe.⁹³ Lors du Sommet des Amériques qui s'est tenu en Californie en juin 2022, le Canada s'est engagé à verser 26,9 millions de dollars pour ralentir le flux de migrant.e.s en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes cette année, ainsi que 118 millions de dollars



supplémentaires pour des initiatives visant à promouvoir l'égalité des sexes, à améliorer les soins de santé et la gestion des pandémies, à soutenir la gouvernance démocratique, l'accès aux technologies numériques et les mesures de lutte contre la désinformation.⁹⁴

Dans l'optique du thème de la Citoyenneté responsable de la Fondation, il existe également diverses pistes d'étude fondées sur des recherches récentes qui peuvent éclairer les retombées de l'aide gouvernementale sur des activités non gouvernementales, notamment une « pléthore de structures de leurs sources de financement, de leurs activités programmatiques, de leurs philosophies de développement et de leur motivation personnelle, qui influencent toutes leurs opérations au Canada et à l'étranger ».⁹⁵ Les répercussions de l'APD sont également de plus en plus visibles dans le domaine de la santé mondiale; récemment, en relation avec les effets dévastateurs de la pandémie. Oxfam Canada rapporte, à cet égard, qu'en 2021, 163 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté et que plus de 80 % de tous les vaccins sont allés aux pays du G20,

tandis que moins de 1 % a atteint les pays à faible revenu.⁹⁶ Il est donc particulièrement pertinent d'examiner comment le Canada assure la responsabilisation en ce qui a trait à ses politiques et programmes d'aide internationale et qu'il cible « les pays où les besoins sont les plus grands et se concentre sur la réduction de la pauvreté ».⁹⁷

L'importance du Canada en tant que pays d'immigration et sa politique étrangère

L'une des caractéristiques les plus attrayantes, les plus saillantes et les plus reconnues du Canada est sa réputation de pays d'immigration.⁹⁸ Le leadership du Canada sur ce front et son ouverture à l'accueil d'immigrant.e.s ont été particulièrement manifestes ces dernières années par rapport aux États-Unis et aux pays d'Europe de l'Ouest, tels que la Hongrie, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie, qui ont adopté des politiques plus restrictives.⁹⁹ En 2017, par exemple, le taux de migration nette au Canada était de 5,7 %, alors qu'il était de 3,9 % aux États-Unis.¹⁰⁰

Malgré des initiatives positives telles que le nouveau système électronique de gestion



des demandes Entrée express et le Programme fédéral des travailleurs qualifiés, les immigrant.e.s qualifié.e.s voient se dresser de nombreux obstacles sur leur parcours, même au Canada, ce qui nuit à leur bien-être socio-économique et à leur santé. Des études ont indiqué qu'ils et elles font face à un manque d'information et de soutien, de reconnaissance des titres de compétences étrangers et des expériences professionnelles antérieures, ainsi qu'à des préjugés, à des stéréotypes et à de la discrimination.¹⁰¹ Ces difficultés semblent contraster avec le besoin actuel du Canada de résoudre un problème de pénurie de main-d'œuvre, avec plus d'un million de postes vacants depuis mai 2021, alors que sa main-d'œuvre atteint l'âge de la retraite.¹⁰² Les positions divergentes sur les objectifs d'immigration stagnants du Québec, malgré une pénurie de main-d'œuvre de 224 000 personnes au premier trimestre de 2022, sont également critiquées dans les médias de la province.¹⁰³ De plus, la situation alarmante de 27,1 millions de réfugié.e.s¹⁰⁴ dans le monde nous oblige à considérer le rôle du Canada dans la réponse à cette crise qui prend de l'ampleur. Il convient de noter que la moitié de ces réfugié.e.s ont moins de

18 ans et font partie des 89,3 millions de personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer.¹⁰⁵

Le Canada est signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et a intégré son libellé dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés du Canada*.¹⁰⁶ Il est aussi signataire du *Pacte mondial pour les réfugiés*¹⁰⁷ et du *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*,¹⁰⁸ auxquels une majorité de pays membres de l'ONU ont adhéré volontairement.¹⁰⁹ En 2021, le Canada affichait également l'une des parts les plus élevées de l'APD allouée aux réfugié.e.s et aux demandeur.se.s d'asile par rapport aux autres pays du CAD de l'OCDE.¹¹⁰ Il a travaillé avec plus de 15 pays qui souhaitaient adopter des programmes de parrainage pour les réfugié.e.s.¹¹¹

Malgré ces jalons, des inquiétudes ont été soulevées quant à la possibilité que le Canada glisse vers un système « à deux vitesses », avec des délais différents pour les réfugié.e.s pris.e.s en charge par le gouvernement en provenance de pays tels que la Syrie, en 2015, ou l'Ukraine, en 2022,



ou de pays d'origine désignés comme sûrs par la loi,¹¹² alors que d'autres demandeur.se.s du statut de réfugiés doivent attendre pendant des années.¹¹³ Il semble également y avoir un écart entre l'accès aux soins de santé des demandeur.se.s d'asile par rapport au reste de la population canadienne, malgré la création du Programme fédéral de santé intérimaire.¹¹⁴ Et si l'économie des plateformes numériques offre de nouvelles possibilités aux travailleur.se.s migrant.e.s, les inégalités sociopolitiques se perpétuent dans cette nouvelle forme de travail non syndiqué.¹¹⁵

Le thème Droits de la personne et dignité humaine de la Fondation nous donne l'occasion de poser des questions cruciales quant à la manière dont le Canada peut garder un rôle de premier plan sur la scène internationale en matière de protection des réfugié.e.s et des migrant.e.s dans le monde entier. Comment le Canada peut-il honorer les accords du Pacte mondial et adopter une approche plus coopérative pour optimiser les avantages globaux de la migration, comme le recommande le professeur François Crépeau, ancien rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de la

personne ?¹¹⁶ Bien qu'il n'existe pas de solution miracle, comment le Canada peut-il accroître et diversifier les possibilités de développement et de financement afin d'augmenter le soutien humanitaire aux demandeur.se.s d'asile, ce que Lloyd Axworthy, président du Conseil mondial pour les réfugiés et les migrations, a identifié comme un besoin évident dans le monde entier ?¹¹⁷

Avenues à emprunter pour la politique étrangère du Canada en matière d'éducation et de recherche

Lors de la dernière réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, tenue à Kigali, au Rwanda, le 25 juin 2022, le Canada a annoncé la création du Programme canadien de bourses d'études pour le développement international 2030 avec une contribution de 80 millions de dollars. Ce programme soutient un consortium entre Collèges et instituts Canada et Universités Canada, ainsi que l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'Institut africain des sciences mathématiques et l'Association des universités africaines.¹¹⁸



De telles initiatives sont devenues prioritaires depuis que le gouvernement fédéral a fait paraître sa stratégie d'éducation internationale en 2014, dans laquelle il annonçait vouloir doubler la taille de sa cohorte d'étudiant.e.s étranger.e.s, qui passerait de 239 131 en 2011 à plus de 450 000 en 2022.¹¹⁹ Le Canada est une destination très prisée dans le monde entier pour les études – ses effectifs d'étudiant.e.s étranger.e.s ont augmenté de près de 18 % de 2015 à 2016 seulement¹²⁰ (ICEF, 2017), en plus de la hausse de 83 % observée de 2008 à 2015¹²¹. En 2014, l'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation a publié l'Accord sur l'internationalisation de l'éducation, qui fait la promotion d'expériences inclusives axées sur la mobilité, de partenariats d'enseignement et de recherche éthiques axées sur la réciprocité, de l'internationalisation des programmes d'études fondée sur la justice mondiale et de la création d'un engagement à long terme au sein des établissements.

L'internationalisation de l'éducation s'accompagne d'un certain nombre de

difficultés, parmi lesquelles l'existence d'inégalités entre les universités de recherche (également entre les nations), ainsi que les risques inévitables de « fuite des cerveaux », c'est-à-dire les flux unidirectionnels de personnes, de capitaux et de connaissances souvent concentrés de manière disproportionnée dans les pays du Nord.¹²² Si l'enseignement supérieur contribue à la concurrence mondiale dans des pays comme le Canada¹²³, certaines personnes s'inquiètent du fait que les universités semblent traiter l'internationalisation comme un moyen de générer des revenus pour compenser la baisse des inscriptions nationales.¹²⁴ En outre, l'internationalisation s'accompagne de la nécessité de développer des cadres susceptibles de garantir la pensée pluraliste, l'éthique et l'équité dans les établissements d'enseignement supérieur, ainsi que la capacité d'identification au-delà des différences culturelles.¹²⁵

La diversification des alliances stratégiques canadiennes, comme nous l'avons vu plus haut, peut également bénéficier de la contribution unique de chercheur.se.s qui souhaitent collaborer à l'échelle



transnationale. Les programmes gouvernementaux qui soutiennent de telles initiatives peuvent participer à la démocratisation du savoir (avec, entre autres, la traduction de la recherche dans diverses langues) et à l'établissement de nouveaux partenariats entre pays.¹²⁶ Il serait utile de s'attarder au rôle des organismes subventionnaires fédéraux du Canada¹²⁷ en matière de soutien aux collaborations internationales croissantes en recherche, ainsi qu'à des organismes comme le Centre de recherches pour le développement international.

Il peut également être pertinent d'examiner comment les héritages du système actuel freinent l'accès aux connaissances innovantes et à la recherche de qualité produite dans les pays en développement. L'exemple le plus éloquent en est le rôle des bases de données bibliographiques internationales qui fournissent des classements de revues où les pays en voie de développement sont sous-représentés. Les possibilités offertes par les nouvelles technologies, les nouvelles revues et les nouveaux services, ainsi que le potentiel de l'altérométrie peuvent être pris en

considération,¹²⁸ entre autres recommandations visant à susciter « une meilleure découverte des connaissances, une productivité accrue et de nouveaux moyens de mesurer les retombées pour l'élite scientifique », d'une manière qui soit utile à tous les chercheurs.¹²⁹

Les industries de la création, les arts et la culture

Un livre blanc sur la politique étrangère publié en 1994-1995 par un comité parlementaire mixte spécial avait demandé que la culture soit un « troisième pilier » de la politique étrangère canadienne.¹³⁰ La notion de « souveraineté culturelle » était à l'époque une question politique importante au Canada, avec l'intensification des débats sur la souveraineté du Québec et la conclusion par le Canada d'un accord de libre-échange avec son voisin du Sud.¹³¹ Depuis lors, cependant, les secteurs culturels du Canada ont bénéficié d'une protection variable dans le cadre des politiques étrangères, tandis que les intérêts de ces secteurs étaient représentés, dans une certaine mesure, par la Conférence canadienne des arts (projet porté par Mass



Culture-Mobilisation Culturelle en 2019). L'Initiative pour la diplomatie culturelle dans l'Amérique du Nord est un autre de ces réseaux multidisciplinaires qui visent à faire progresser les études et la recherche sur la diplomatie culturelle en Amérique du Nord et dans le monde.

En 2016, le Canada a adopté le Cadre stratégique du Canada créatif, traçant une voie vers la croissance et l'investissement continus dans le secteur canadien de la création, avec un engagement important de financement quinquennal de 125 millions de dollars pour la Stratégie d'exportation créative du Canada.¹³² Le Conseil des Arts du Canada a ainsi mis sur pied une série de programmes et de projets en soutien aux artistes canadien.ne.s qui se produisent à l'étranger en plus « des initiatives plus directes visant à établir des synergies politiques, économiques et culturelles avec les institutions du secteur public d'autres pays ». ¹³³ Les arts et la culture peuvent également servir à communiquer ou à faire connaître l'image internationale, l'identité et les valeurs du Canada de manière créative, tout en renforçant les liens diplomatiques et la compréhension interculturelle.¹³⁴ Le

succès continu des artistes, acteur.rice.s et musicien.ne.s du Canada dans le monde, et en particulier des créateur.rice.s canadien.ne.s-français.es, offre au Canada de nouvelles possibilités de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale et renforce sa position de puissance entrepreneuriale influente.



CONCLUSION

Au cours des dernières années, la complexité tumultueuse des changements dans la dynamique et le pouvoir interétatiques sur la planète a amené plusieurs spécialistes à se prononcer sur la façon dont le gouvernement canadien pourrait recalibrer sa politique étrangère.¹³⁵ Ce cycle scientifique sur *Le Canada dans le monde* se concentre sur l'avenir de l'engagement international et de la politique étrangère du Canada. Il reconnaît que :

« La vieille tradition d'engagement responsable [du Canada] dans les affaires internationales (...) fait maintenant partie intégrante de l'identité du pays. À la suite d'expériences liées à l'immigration, aux voyages ou à la multiplication exponentielle des canaux de communication à l'échelle internationale, la compréhension que les Canadien.ne.s ont du monde et de la place qu'ils et elles y occupent a sensiblement évolué.(...) Sur le plan international, le rôle du Canada s'est profondément transformé ces dernières années et il est manifeste qu'il existe un besoin de repenser la politique étrangère du pays et de réfléchir aux possibilités et aux défis concernant son rôle pour l'avenir. »¹³⁶

Bien que le thème *Le Canada dans le monde* soit au cœur de ce cycle scientifique, les champs d'études de ce domaine offrent de nombreuses possibilités de réflexion sous l'angle des autres thèmes de la Fondation : *Citoyenneté responsable, Droits de la personne et dignité humaine, Les populations et leur environnement naturel.*

Alors que le Canada traverse cette époque sans précédent que sont les débuts du 21^e siècle, les possibilités pour ce pays de prospérer et de maintenir son leadership international sont encore nombreuses. Les caractéristiques de la politique étrangère du Canada, son cadre actuel, ses opportunités et son engagement envers ses valeurs fondamentales sont prometteurs et inspirants. Ce cycle scientifique convie les personnes issues d'une pluralité de perspectives et de disciplines – des relations internationales, de la politique, des affaires, de la gestion et des communications, des études environnementales, de l'économie, de la sociologie, de la santé, de la technologie, de la langue et de la culture – à travailler à l'une des priorités les plus pressantes pour le Canada dans les années à



venir : l'établissement d'un leadership international dans un monde en évolution rapide en reflétant les valeurs canadiennes dans sa politique et ses pratiques internationales.



ANNEXE A

SURVOL HISTORIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA (1899-2015)

L'histoire de la politique étrangère du Canada est marquée par sa position importante parmi les puissances du monde, qu'il s'agisse de son passé colonial qui l'a uni à la France et à la Grande-Bretagne, du développement d'une relation continentale stratégique avec les États-Unis¹³⁷ ou de son rôle d'interlocuteur entre les États-Unis et l'Union soviétique durant la Guerre froide.¹³⁸

Fin du 19^e siècle – début du 20^e siècle

Au début du 20^e siècle, l'identité canadienne est devenue un sujet de discordance entre les loyalistes britanniques¹³⁹, les partisans d'une alliance plus forte avec les États-Unis¹⁴⁰ et les partisans du patriotisme canadien.¹⁴¹ Ces orientations opposées ont failli diviser le pays à plusieurs moments, comme lors de la seconde guerre des Boers en 1899 (la première guerre du Canada à l'étranger), lorsque le pays a accepté d'envoyer 600 000 soldats outre-mer,

malgré l'opposition des Canadiens français.¹⁴² En 1919, le Canada a commencé à étendre son engagement dans le monde, considérant le multilatéralisme comme un contrepoids au continentalisme.¹⁴³ Fort de sa participation récente aux combats de la Première Guerre mondiale, le Canada est devenu un membre fondateur de la Société des Nations en 1919.¹⁴⁴

1920 - 1947

Dans les années 1920, le Canada a établi des ambassades à Washington, à Paris et à Tokyo. Avec la signature du Statut de Westminster en 1931, il a obtenu le pouvoir de négocier et de signer des traités sans l'aval de Londres et est devenu maître de sa politique militaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Canada a renforcé ses liens militaires et commerciaux avec les États-Unis.¹⁴⁵ Il en est ressorti avec une



économie robuste ainsi que la troisième marine et la quatrième armée de l'air du monde.¹⁴⁶ Le Canada a présenté des propositions élaborées pour la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international lors de la conférence de Bretton Woods.¹⁴⁷ En 1945, le Canada est devenu l'un des membres fondateurs de l'ONU et de l'Organisation mondiale de la santé.¹⁴⁸

Le Canada est également devenu le siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) des Nations unies en 1944. Cela lui a permis d'accueillir des conférences internationales, notamment la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture en octobre 1945.¹⁴⁹ Le Canada est également l'un des membres fondateurs de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), conclu en 1947.¹⁵⁰

1948 – 1970

En 1949, le premier ministre St-Laurent et son secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester B. Pearson, sont des forces motrices de l'établissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord

(OTAN) qui visait à protéger le rôle de l'ONU en matière de sécurité au moment où la Guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique se profilait.¹⁵¹ On se souvient également du rôle clé joué par le Canada dans la mise sur pied de la première opération de maintien de la paix à grande échelle de l'ONU, la « Force d'urgence », sous la direction de Lester B. Pearson, afin de désamorcer le clivage au sein de l'OTAN et du Commonwealth entre la Grande-Bretagne et la France, à la suite de l'invasion de l'Égypte par cette dernière après la nationalisation du canal de Suez.¹⁵²

Au cours de cette période, le Canada est également devenu un membre fondateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques en 1960. Lors de la Conférence du Commonwealth de 1961, Diefenbaker a été le seul dirigeant blanc à s'opposer à l'apartheid en Afrique du Sud. En 1959, lorsque Fidel Castro a pris le pouvoir militaire et politique, le Canada n'a pas interdit le commerce avec Cuba, tout en faisant preuve de prudence dans cette position pour éviter des tensions avec les États-Unis et pour tenir compte de ses obligations liées au commandement



binational de défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD) et à l'OTAN.¹⁵³

Le Canada a également signé la Convention des Nations unies sur le droit de la mer en décembre 1982 et l'a ratifiée en novembre 2003. Avec le plus long littoral du monde,¹⁵⁴ le Canada possède un vaste éventail d'intérêts maritimes et a contribué de manière substantielle au développement du droit de la mer et à l'élaboration de la Convention.¹⁵⁵

1970-1982

En 1976, sous le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau, le Canada a été admis au sein du Groupe des sept (G7) principaux pays industrialisés.¹⁵⁶ Le pays a continué d'entretenir des relations bilatérales avec Cuba au cours de la Guerre froide et a officiellement reconnu la Chine en 1970.¹⁵⁷ Le Canada a également figuré parmi les membres fondateurs de la Francophonie, créée au Niger en mars 1970.¹⁵⁸ En outre, bien que le Canada ait contribué à la mise au point d'armes nucléaires pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'il ait été équipé d'ogives nucléaires de 1964 à 1984, il n'a jamais utilisé ni testé d'arme nucléaire. Il est signataire du Traité sur la non-prolifération

des armes nucléaires de 1970 et a activement plaidé en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.¹⁵⁹

1982-1990

L'une des principales réalisations du Canada dans les années 1980, sous la direction du premier ministre conservateur Brian Mulroney, a été de négocier l'Accord de libre-échange nord-américain. Le Canada est également devenu un membre fondateur du Forum de coopération économique Asie-Pacifique en 1989 et a adhéré à l'Organisation des États américains en 1990.¹⁶⁰ Il s'est en outre engagé dans la coalition militaire des Nations unies mise sur pied par les États-Unis pour libérer le Koweït de l'invasion irakienne et a soutenu les missions des Nations unies en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie.¹⁶¹

1990-2001

Durant la décennie 1990-2000, la politique étrangère du Canada a continué de favoriser le développement de ses liens économiques, tant avec les États-Unis par la ratification de l'ALENA en 1994 qu'au niveau multilatéral, par l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, qui a remplacé le GATT.¹⁶² Une



étape a aussi été franchie lors d'une conférence à Ottawa au cours de laquelle le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a invité les représentants de 50 pays et 24 observateurs à adopter la Convention d'Ottawa pour interdire les mines antipersonnel.¹⁶³

L'extrême violence, le génocide et les crimes contre l'humanité observés lors des missions de maintien de la paix du Canada en ex-Yougoslavie et au Rwanda ont conduit le ministre Axworthy à introduire le concept de « sécurité humaine » comme une priorité parallèle à la « sécurité de l'État ».¹⁶⁴ En 2000, Axworthy a aussi mis en place la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, qui a conduit à la création de la « responsabilité de protéger » en 2001 – un engagement politique non contraignant pris par les États membres des Nations unies pour protéger les populations du génocide, des crimes contre l'humanité, du nettoyage ethnique et des crimes de guerre.¹⁶⁵ Ce principe a été adopté lors du Sommet mondial de l'ONU en 2005.

Le leadership multilatéral du Canada s'est également traduit par la création de la Cour pénale internationale. Le 24 juin 2000, le Canada a été le premier pays à intégrer les obligations du Statut de Rome de 1998 dans son droit national par la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Le Canadien Philippe Kirsch a ensuite été élu juge à la CPI, où il a exercé ses fonctions jusqu'en 2009.

Le Canada a de nouveau joué un rôle central dans la création du G20 à Berlin en 1999.¹⁶⁶ On a salué à l'époque cette « initiative astucieuse », en soulignant la nécessité d'inclure les puissances économiques émergentes telles que la Chine.¹⁶⁷

À la suite de la signature de la Stratégie de protection de l'environnement de l'Arctique en 1991, le Canada a pris l'initiative, avec la Déclaration d'Ottawa de 1996, d'établir le Conseil de l'Arctique en tant que forum pour promouvoir la coopération, la coordination et l'interaction entre les États arctiques. L'honorable Mary Simon, leader inuite et ancienne ambassadrice aux Affaires circumpolaires (et actuelle gouverneure générale du Canada), a été le fer de lance de



la création de ce forum de haut niveau dans lequel les organisations autochtones jouent un rôle essentiel.¹⁶⁸ Ce Conseil est particulièrement important, car il comprend huit nations arctiques (le Canada, la Finlande, le Danemark, l'Islande, la Norvège, la Russie, la Suède et les États-Unis), ainsi que six organisations autochtones à titre de participants permanents, soit l'Association internationale des Aléoutes, le Conseil des Athabascans de l'Arctique, le Conseil international des Gwich'in, le Conseil circumpolaire inuit, l'Association russe des populations autochtones du Nord et le Conseil saami nordique, ainsi que plusieurs États et organisations de différents pays qui agissent à titre d'observateurs.¹⁶⁹ Le Canada a assuré la première présidence du Conseil de l'Arctique, de 1996 à 1998, et a repris ce rôle de 2013 à 2015.¹⁷⁰

2001-2006

Après le 11 septembre 2001, le Canada a aidé les États-Unis à renverser le gouvernement taliban en Afghanistan dans le cadre de la nouvelle « guerre contre le terrorisme ». En revanche, il a refusé de participer à l'invasion de l'Irak et a demandé

plus de temps pour le soutien multilatéral de l'ONU et l'enquête sur la présence d'armes dites de destruction massive.¹⁷¹ Le Canada a néanmoins continué à participer à l'opération Apollo, la patrouille navale multinationale destinée à intercepter les membres d'Al-Qaïda et des Talibans en fuite, et a assuré la présence de 31 membres des Forces canadiennes dans un programme d'échange avec les troupes américaines le long de la frontière irakienne.¹⁷²

2006-2014

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a négocié l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne¹⁷³, qui a élargi les partenariats commerciaux du Canada en 2014. Le gouvernement est réputé avoir réussi à protéger le Canada contre les pires effets de la crise financière de 2008-2009 et a créé le Conseil de stabilité financière.¹⁷⁴ Il a également prolongé la mission militaire du Canada en Afghanistan sous l'égide de l'OTAN jusqu'en 2014 et a participé à la campagne de l'OTAN contre l'État islamique de Libye. Le Canada a adopté une position ferme durant cette période pour condamner l'annexion de la Crimée par la Russie.



L'ancien premier ministre a également conclu les négociations en vue d'adhérer au Partenariat transpacifique, qui a finalement été signé par le gouvernement libéral en 2016.¹⁷⁵

À la suite de la tentative infructueuse du gouvernement d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2010,¹⁷⁶ le pays a réduit les relations avec le Commonwealth et la Francophonie¹⁷⁷. L'espoir que le Canada puisse regagner un siège sous le gouvernement libéral ne s'est pas concrétisé en 2020.



ANNEXE B

LISTE DE QUESTIONS

La Fondation Pierre Elliott Trudeau invite les boursier.e.s, *fellows* et mentor.e.s 2023-2026, ainsi que sa communauté, à réfléchir à une série de questions pouvant contribuer à un échange d'analyses critiques, de dialogue et de savoir créatif sur l'avenir de la politique étrangère du Canada, à l'aide du contenu de ce document-cadre. Ces questions sont divisées selon les sections pertinentes du document. Elles ne visent pas à être exhaustives ou prescriptives, et tous les points de vue sont les bienvenus, conformément au Plan stratégique de la Fondation, qui privilégie la pluralité des perspectives et une interprétation large de la diversité dans toutes ses activités.

FORMULER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Comment la politique étrangère s'est-elle développée dans les pays ou civilisations hors de la sphère occidentale ?

Comment la formulation ou la conceptualisation de la politique étrangère influence-t-elle son étude, sa prise en compte et sa mise en œuvre pour l'avenir du Canada ?

Quelles sont les hiérarchies de genre et de civilisation dans l'histoire du Canada qui sont encore ancrées dans la politique étrangère d'aujourd'hui ?

Quels sont les intérêts cruciaux de la politique étrangère canadienne (dont dépend sa survie) et inversement, quels pourraient être certains intérêts non cruciaux ou certaines des ambitions du pays en matière de politique étrangère ?¹⁷⁸

Quelles sont les ressources, consultations et évaluations qui doivent être instituées pour élaborer une vision solide à long terme et une mise en œuvre efficace de la politique étrangère du Canada ?



La politique étrangère doit-elle incomber exclusivement au gouvernement fédéral et au ministère des Affaires étrangères, et quel est le rôle d'autres joueurs, parties prenantes et paliers de gouvernement (par exemple municipal et provincial) ?

LE CANADA DANS LE MONDE : LES CARACTÉRISTIQUES DE SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quelles sont les leçons à retenir de l'histoire canadienne pour sa politique étrangère actuelle ?

Comment « les idéaux et les prescriptions en matière de politique étrangère qui ont bien servi le Canada dans le passé peuvent-ils s'aligner sur l'éventail inquiétant de défis à relever » aujourd'hui ?¹⁷⁹

Comment la littérature, la recherche, le dialogue et la politique peuvent-ils mieux éclairer la politique étrangère du Canada en ce qui concerne son histoire, ses contributions et la participation des peuples autochtones ?

Y a-t-il des principes, des thèmes ou des valeurs fondamentales récurrents qui ont

résisté au temps dans l'histoire de la politique étrangère du Canada ? Quels sont les principes, les thèmes ou les valeurs fondamentales qui ont changé et pourquoi ? Comment les femmes ont-elles contribué à la politique étrangère au fil du temps et quelles sont les principales considérations liées au genre dans le cadre de la politique étrangère du Canada ?

LES DÉFIS DU 21^E SIÈCLE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

Exercer le leadership dans le contexte de relations internationales en pleine mutation

Comment le Canada peut-il se positionner en tant que chef de file ou « État entrepreneurial » dans un paysage mondial géopolitique et géoéconomique en mutation ?

Quels pays, régions, partenariats ou initiatives le Canada devrait-il prioriser ou privilégier pour établir des alliances économiques, politiques ou culturelles solides et mutuellement bénéfiques à long terme ?



Quels sont les acteurs qui devraient participer au développement de ces alliances et aux négociations menant à la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux ?

Quelle est la pertinence ou la valeur stratégique de groupes tels que le G8 ou le G20 ? D'autres groupes devraient-ils être formés ? Quels pays devraient être inclus dans ces groupes et comment motiver ces choix ?

L'importance de maintenir l'unité dans une ère de polarisation

Comment peut-on encourager la population canadienne à s'engager dans un dialogue démocratique – en ligne ou hors ligne, national et international – qui permet des perspectives plurielles et, parfois, opposées ?

L'accès libre aux connaissances scientifiques peut-il améliorer les relations entre les citoyen.ne.s et entre les pays ?

Y a-t-il des exemples où l'unité canadienne a

constitué une force dans notre politique étrangère ou nos relations internationales ?

La politique étrangère canadienne au sein d'un écosystème numérique mondialisé

Comment les mégadonnées ou les avancées scientifiques ou technologiques peuvent-elles aider à protéger les Canadien.ne.s contre les menaces à la sécurité, tout en protégeant leurs droits de la personne et leur vie privée ?

Quelles sont les initiatives locales, nationales ou internationales les plus efficaces pour contrer les cybermenaces et s'en prémunir ?

Existe-t-il des moyens d'améliorer la culture numérique des citoyen.ne.s en leur permettant de distinguer les informations erronées ou frauduleuses des sources crédibles ou de les aider à détecter la fraude ou d'autres sources d'intrusion en ligne ?

Les engagements internationaux du Canada liés aux bouleversements climatiques : un défi planétaire

Quelles mesures le Canada pourrait-il adopter pour réussir à atteindre ses objectifs



de réduction de GES d'ici 2030 ?

Quelles pratiques ou approches durables, collaboratives et inclusives peuvent-elles être mises en œuvre pour contribuer à un effort mondial cohérent visant à limiter les effets des changements climatiques ?

Comment le Canada peut-il accroître la coopération internationale et le soutien aux peuples et communautés autochtones dont les moyens de subsistance dépendent de la conservation de la biodiversité ?

AXES DE LEADERSHIP ET D'AVENUES À PRIORISER POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE REDYNAMISÉE

Le leadership du Canada dans l'aide au développement

Comment le Canada peut-il s'assurer que ses programmes et ses décisions en matière d'aide à l'étranger ciblent « les pays où les besoins sont les plus grands et se concentrent sur la réduction de la pauvreté » ?¹⁸⁰

Les programmes d'aide à l'étranger doivent-ils se concentrer sur la réduction de la

pauvreté et des inégalités dans les pays à faible revenu ou également « sur le recul de la pauvreté et des inégalités dans les communautés marginalisées, même dans les pays à revenu intermédiaire » ?¹⁸¹

Comment le gouvernement canadien peut-il s'assurer d'assumer la responsabilité de ses dépenses d'APD ?

Quels sont les avantages mutuels que l'aide internationale peut apporter à un pays comme le Canada ?

Comment et par quels moyens ou acteurs l'APD canadienne est-elle distribuée dans le monde ? Comment cela influe-t-il sur l'APD et les résultats escomptés ?

Le Canada devrait-il se joindre aux efforts ou aux propositions internationales visant à renoncer aux dispositions de l'ADPIC qui vont à l'encontre de l'équité et de la distribution des vaccins ? Sinon, pourquoi est-il important de préserver ces dispositions ?



Comment mieux coordonner les besoins de financement national et international afin d'assurer une disponibilité accrue et une livraison plus rapide des vaccins dans les différents pays ?

L'importance de la politique étrangère du Canada en tant que pays d'immigration

Comment le Canada peut-il continuer à servir de modèle de leadership sur la scène mondiale en matière de protection des réfugié.e.s et des migrant.e.s dans le monde ?

Quelles mesures ou actions le Canada peut-il prendre pour accroître les approches coopératives qui optimisent les avantages globaux de la migration ?¹⁸²

Quelles sont les initiatives auxquelles le Canada peut participer ou qu'il peut créer afin d'accroître les possibilités de développement et de financement pour soutenir les demandeur.se.s d'asile, la relocalisation et d'autres importantes mesures de protection ?

Comment le Canada peut-il améliorer ses

lois, politiques et processus afin de mieux protéger les demandeur.se.s d'asile et les migrant.e.s partout dans le monde ?

Quel.le.s expert.e.s, intervenant.e.s, pays ou autres groupes ou personnes devrait-on inclure dans l'élaboration de la politique étrangère sur ces questions ?

Les possibilités pour le Canada dans le cadre de sa politique étrangère en éducation et en recherche

Pourquoi l'éducation ou la recherche sont-elles importantes pour la politique étrangère du Canada ?

Comment l'aide canadienne en éducation et en recherche peut-elle améliorer la politique étrangère canadienne et les collaborations internationales ?

Les industries de la création, la culture et le commerce international

Comment l'image, l'identité et les valeurs internationales du Canada peuvent-elles être communiquées ou mises en avant sur la scène mondiale par les arts et la culture ?



Quel est le rôle d'institutions telles que le Conseil des arts du Canada dans la création de programmes et d'initiatives visant à « créer des synergies politiques,

économiques et culturelles avec les institutions du secteur public d'autres pays » ?¹⁸³



ANNEXE C

LISTE DES CONTRIBUTEUR.RICE.S

EXPERT.E.S

La Fondation est heureuse de présenter les noms des expert.e.s qui ont contribué à l'élaboration de ce document-cadre portant sur le cycle scientifique 2023-2026 : *Le Canada dans le monde : l'avenir de la politique étrangère*. Il s'agit d'ancien.ne.s de la Fondation qui font partie d'un groupe interdisciplinaire de leaders du gouvernement, du monde universitaire, des communications et des médias, et des

secteurs à but non lucratif. Ces personnes ont partagé leur expérience et leurs points de vue sur les événements et les développements actuels de la politique étrangère canadienne et des affaires mondiales, ainsi que sur divers sujets pertinents abordés dans ce document-cadre.

Voici la liste des expert.e.s qui ont accepté que l'on mentionne leur nom :

Karine Asselin, mentore 2021;
directrice générale, Bureau de la politique consulaire, Affaires mondiales Canada

Simon Collard-Wexler, boursier 2009;
conseiller à l'Ambassade du Canada aux Pays-Bas

François Crépeau, *fellow* 2008;
professeur titulaire et directeur de la Chaire Hans & Tamar Oppenheimer de droit international public, Faculté de Droit, Université McGill; ancien rapporteur spécial sur les droits de la personne des migrants, Nations unies



Robert R. Fowler, mentor 2008;

ancien conseiller en politique étrangère auprès de trois premiers ministres du Canada; ancien diplomate canadien et envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon au Niger; auteur

John Fraser, mentor 2015;

directeur général et ancien PDG fondateur du Conseil national des médias du Canada; journaliste et auteur; ancien directeur du Collège Massey

Alain-G. Gagnon, *fellow* 2010;

chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal; directeur du conseil d'administration et président désigné, Société royale du Canada; vice-président, Association internationale des centres d'études du fédéralisme

Samantha Nutt, mentore 2011;

médecin; fondatrice et directrice générale de War Child Canada

Jillian Stirk, mentore 2015;

ancienne ambassadrice et sous-ministre adjointe, Affaires étrangères et Commerce international Canada; membre du conseil d'administration d'Equitas, Centre international d'éducation aux droits humains; associée, SFU Centre for Dialogue, Université Simon Fraser



RÉFÉRENCES

- ¹ Balsa-Barreiro, J., Vié, A., Morales, A. J. et Debrián, M. (2020). Deglobalization in a hyper-connected world. 6 *Palgrave Commun* 28. DOI : <https://doi.org/10.1057/s41599-020-0403-x>; Welsh, J. & Greenhill, R. (2020). *Reframing Canada's Global Engagement : Ten Strategic Choices for Decision-Makers*, (Ottawa: Global Canada), À : <https://global-canada.org/wp-content/uploads/2020/09/Ten-Strategic-Choices-August-2020-2.pdf>
- ² Jain, J., Kroenig, M., Parello-Plesner, J. (2021). *An Alliance of Democracies: From concept to reality in an era of strategic competition*. Rapport. The Atlantic Council. À : <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/an-alliance-of-democracies-from-concept-to-reality-in-an-era-of-strategic-competition/>
- ³ Lewis, J.A., Conley, H.A., Kaya, A., Victor, D.G. (2021). *The Future of the International System. Messy Multilateralism, Networked Technology, and Pioneering Innovation*. Rapport. Center for Strategic and International Studies. À : <https://www.csis.org/analysis/future-international-system>
- ⁴ Conseil de recherche en sciences humaines du Canada/Policy Horizons de Politique Canada. (2018). *L'équilibre entre les risques et les avantages dans la nouvelle société de la surveillance*, dans *Imaginer l'avenir du Canada : 16 défis mondiaux*. SSHRC Future Challenge Areas: 21 (Ottawa: SSHRC/Horizons de Politique). À : <https://horizons.gc.ca/fr/2018/10/19/la-prochaine-generation-denjeux-mondiaux-emergents/>; Mank, R. (2019). *Does Canada Need a Foreign Policy Review?* Policy Paper. Canadian Global Affairs Institute, à : https://www.cgai.ca/does_canada_need_a_foreign_policy_review;
- ⁵ Balsa-Barreiro et al., op.cit.; Welsh, J. & Greenhill, R., op.cit.; Sarty, L., (2022). *Democracy, Authoritarianism and Canada's Sovereign Course, Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future*. Essay Series. CIGI, <https://www.cigionline.org/articles/democracy-authoritarianism-and-canadas-sovereign-course/> rf. Tucker, Michael. (1980). *Canadian Foreign Policy: Contemporary Issues and Themes* (Toronto : McGraw-Hill Ryerson).
- ⁶ Rashchupkina, Y. (2022). *Canadian foreign politics: is there any chance of making headway in preserving the liberal international order?*, 28(2) *Canadian Foreign Policy Journal*, 180-190, DOI: 10.1080/11926422.2022.2033286; Sarty, op. cit.
- ⁷ Homer-Dixon, T. (31 décembre 2021). *Opinion: The American polity is cracked, and might collapse. Canada must prepare*. The Globe and Mail. À : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-the-american-polity-is-cracked-and-might-collapse-canada-must-prepare/>; Mounk, Y. (21 mai 2021). *The Doom Spiral of Pernicious Polarization*. The Atlantic. À : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2022/05/us-democrat-republican-partisan-polarization/629925/>; Nardi, C. (5 mai 2022). *Federal government must do more to fight spread of disinformation, polarization on social media: CSIS director*. National Post. À :



<https://nationalpost.com/news/politics/federal-government-must-do-more-to-fight-spread-of-disinformation-polarization-on-social-media-csis-director>

⁸ Homer-Dixon, op. cit.

⁹ Churchill, W. (1953). *War Speeches: From June 25, 1941 to September 6, 1943* (Boston : Houghton Mifflin), p. 69.

¹⁰ Axworthy, T.S. (2022). Has Canada Turned the page on Foreign Policy Passivity? Policy Magazine. À : <https://www.policymagazine.ca/has-canada-turned-the-page-on-foreign-policy-passivity/>;

¹¹ Axworthy, T.S. (2022). op. cit.; Meyer, P. (2021). A Foreign Policy Review for Canada – is Global Britain a Model to Emulate? 28(2) Canadian Foreign Policy Journal 160; Mank, R. (2019). Does Canada Need a Foreign Policy Review? Policy Paper. Canadian Global Affairs Institute. À : https://www.cgai.ca/does_canada_need_a_foreign_policy_review;

¹² Deschamps-Laporte, op. cit., cité dans West, L., Carvin, S. et Juneau, T. (12 janvier 2022). National security can't become a tool of partisan feuding. The Globe and Mail. À : www.theglobeandmail.com/opinion/article-national-security-cant-become-a-tool-of-partisan-feuding/.

¹³ Axworthy, (2022), op. cit.

¹⁴ Mank, op. cit., Donaghy, Greg et Thomas Axworthy. (16 janvier 2020). One is the loneliest number: On the world stage, Canada has been left to stand alone. The Globe and Mail. À : www.theglobeandmail.com/opinion/article-one-is-the-loneliest-number-on-the-world-stage-canada-has-been-left/; Axworthy, T.S. (2022). Op. cit; Renaud, M. et Letendre, R. (Groupe de réflexion sur le développement international et la coopération). (8 novembre 2021). Quel avenir pour le Canada dans le monde ? La Presse. À : <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-11-08/quel-avenir-pour-le-canada-sans-le-monde.php>; Bergeron, J. (21 mars 2021). Qu'en est-il de la politique étrangère canadienne aujourd'hui ? Quelle politique étrangère ? Le Nouvelliste. À : <https://www.lenouvelliste.ca/2022/03/21/quen-est-il-de-la-politique-etrangere-canadienne-aujourd'hui-quelle-politique-etrangere-a8d755fc8b401ec51270be6e4b50c447>; Coulon, J. (8 juillet 2021). Penser l'avenir du Canada dans le monde. Le Devoir. À : <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/615441/politique-etrangere-penser-l-avenir-du-canada-dans-le-monde>; Shull et al., (2022). Situating Canada in a Changing World: Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. Centre for International Governance Innovation. À : <https://www.cigionline.org/publications/situating-canada-in-a-changing-world-constructing-a-modern-and-prosperous-future/>; Rashchupkina, Y. (2022). Canadian foreign politics: is there any chance of making headway in preserving the liberal international order? 28(2) Canadian Foreign Policy Journal 180-190, DOI: 10.1080/11926422.2022.2033286; The Future of Canada Project of McMaster University. À : <https://future-of-canada.mcmaster.ca/#:~:text=The%20Future%20of%20Canada%20Project,issues%20and%20opportunities%20ofacing%20Canada>.

¹⁵ Welsh, J. & Greenhill, R. op. cit.



-
- ¹⁶ Gouvernement du Canada. (2022). Raison d'être, mandat et rôle: composition et responsabilités. À : <https://www.international.gc.ca/global-affaires-affaires-mondiales/corporate-ministere/mandate-mandat/index.aspx?lang=fra>.
- ¹⁷ McKercher, A. (2017). Toward Canada in the World: Thoughts on the future of Canadian Foreign Policy History 72 (2) International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis, 72(2), 243-254, p. 252.
- ¹⁸ Chapnick, A. (2006). *The Middle Power Project: Canada and the Founding of the United Nations* (Vancouver, BC : UBC Press).
- ¹⁹ Welsh, J. (2010). At home in the world : Canada's global vision for the 21st century, (Toronto : HarperCollins Canada), 272 p.; Greenhill, R. (2005). Making a Difference? External Views of Canada's International Impact. Canadian Institute of International Affairs. À : <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/33024/120694.pdf>
- ²⁰ Tworek, H. (2022). Communications, Technology and Canadian Foreign Policy. Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI <https://www.cigionline.org/articles/communications-technology-and-canadian-foreign-policy/> rf. Ravenhill, J. (2018). Entrepreneurial states: A conceptual overview. International Journal 73 (4): 501-17. doi:10.1177/0020702018811813.
- ²¹ Leira, H. (2019). The Emergence of Foreign Policy. 63(1) International Studies Quarterly. 187. Des cadres plus théoriques de la politique étrangère l'ont définie comme « la somme des relations extérieures officielles menées par des acteurs indépendants dans les relations internationales. » [voir : Hill, C. et Light, M. (1985). Foreign Policy Analysis dans M. Light et A.J.R. Groom (eds.), International Relations: A Handbook of Current Theory (Londres : Printer Publishers), 156-173 dans Tayfur, M.F. (1994). Main approaches to the study of foreign policy: A review. 21 (1) METU Studies in Development, 113-141; Leira, ibid., rf. Hill, C. (2003). The Changing Politics of Foreign Policy. Houndmills: Palgrave, xvii]. D'autres estiment que la politique étrangère se situe aux limites entre la politique nationale et l'environnement international. [voir : Wallace, W. (1974). Establishing the Boundaries dans J. Barber et M. Smith (eds.), The Nature of Foreign Policy: A Reader, Edingburgh: The Open University Press, 12-7. dans Tayfur, op. cit.; White, B. (1989). Analyzing Foreign Policy : Problems and Approaches dans M. Clarke et B. White (eds.), Understanding Foreign Policy, Hants: Edward Elgar, 1-26. Voir aussi Leira, ibid, rf., Ashley, R.K. (1987). Foreign Policy As Political Performance. International Studies Notes 13 (2): 51-5].
- ²² Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action (CNVR: Winnipeg). À : https://nctr.ca/wp-content/uploads/2021/04/4-Appels_a_l-Action_French.pdf
- ²³ Exner-Pirot, H. (2018). Friend or faux? Trudeau, Indigenous issues and Canada's brand. 24(2) Canadian Foreign Policy Journal. DOI: <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1461667>



²⁴ Smith, Heather et Tari Ajadi. (2020). Canada's Feminist Foreign Policy and Human Security Compared. *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis* 75 (3): 367–82. The McLeod Group. (2016). How Can Global Affairs Canada Promote Gender Equality?

²⁵ Shull, A., Chapnick, A., Bonder, J. L., Colbourn, S., Deschamps-Laporte, L., Graham, B., Kelly, B., Lilly, M., Malone, D.M., Medhora, R. P., Cotey, M., Morgan, M.C., Sarty, L., Sayle, T. A., Tworek, H., (2022). *Situating Canada in a Changing World: Constructing a Modern and Prosperous Future*. Essay Series. Centre for International Governance Innovation.

À : <https://www.cigionline.org/publications/situating-canada-in-a-changing-world-constructing-a-modern-and-prosperous-future/>

²⁶ Par exemple, voir Bothwell, R, Drummond, I., English, J. (2018 (rev.), 1989). *Canada since 1945* (University of Toronto Press); English, J. (2011). *The Worldly Years: The Life of Lester B. Pearson, 1949-1972* (Vintage Canada); English, J. and Hillmer, N. (1992). *Making a Difference? Canada's Foreign Policy in a Changing World Order* (Turnerbooks); Welsh, J. (2004). *At home in the world: Canada's global vision for the 21st century* (HarperCollins); Welsh, J. (2010). *Canada and the World: Beyond Middle Power* (Oxford University Press), 361 p.; Berger, C. (2013). *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*. 2nd ed. (Toronto, ON: University of Toronto Press); Hillmer, N., ed. (1989). *Partners Nevertheless : Canadian-American Relations in the Twentieth Century* (Mississauga : Copp Clark Pitman); Hillmer, N. and Granatstein, J.L. (1994). *Empire to Umpire: Canada and the World to the 1990s* (Mississauga: Copp Clark Longman); Stacey, C.P. (1977). *Canada and the Age of Conflict* (vols. 1-2), (Toronto: University of Toronto Press); Denis, S. et Winham, G.R. (1985). *The Politics of Canada's Economic Relationship with the United States*, (Toronto: University of Toronto Press); Rasmussen, K.B. (2001). « Canada and the Reconstruction of the International Economy, 1941-1947. » Thèse de doctorat, Université de Toronto. À : https://central.bac-lac.gc.ca/item?id=NQ63678&op=pdf&app=Library&oclc_number=56683566; Bothwell R. et Granatstein, J.L. (1991). *Pirouette: Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy* (Toronto: University of Toronto Press); Rodriguez, R. (2011). Canada and the Cuban Revolution: Defining the rule of engagement 1959-1962. 16 (1) *Canadian Foreign Policy Journal* 63-80; Ritchie, G. (1997). *Wrestling with the Elephant: The Inside Story of the Canada-U.S. Trade Wars*, (Toronto: Macfarlane Walter & Ross); Chapnick, A. (2005). *The Middle Power Project: Canada and the Founding of the United Nations* (Vancouver: UBC Press); Gendron, R.S. (2006). *Towards a Francophone Community: Canada's Relations with France and French Africa, 1945-1968* (Montreal & Kingston: McGillQueen's University Press); Bothwell, R. (2007). *Alliance and Illusion: Canada and the World, 1945-1984* (Vancouver: UBC Press); Webster, D. (2009). *Fire and the Full Moon: Canada and Indonesia in a Decolonizing World* (Vancouver: UBC Press); Spooner, K. (2009). *Canada, the Congo Crisis, and UN Peacekeeping, 1960-1964* (Vancouver: UBC Press); Carroll, M.K. (2009). *Pearson's Peacekeepers: Canada and the United Nations Emergency Force, 1956-67* (Vancouver: UBC Press); Meehan, J. (2011). *Chasing the Dragon: Shanghai and Canada's Early Relations with China, 1858-1952* (Vancouver: UBC Press); Meren, D. (2012). *With*



Friends Like These: Entangled Nationalisms and the Canada-Quebec-France Triangle (Vancouver: UBC Press); Compton Brouwer, R. (2013). *Canada's Global Villagers: CUSO in Development, 1961-86* (Vancouver: UBC Press); Courteaux, O. (2013). *Canada between Vichy and Free France, 1940-1945* (Toronto: University of Toronto Press); Touhey, R. (2015). *Conflicting Visions: Canada and India in the Cold War World, 1946-76* (Vancouver: UBC Press); Hillmer, N. et Skelton, O. (2015). *A Portrait of Canadian Ambition* (Toronto: University of Toronto Press); Donaghy G. et Roy, P.E., eds. (2008). *Contradictory Impulses: Canada and Japan in the Twentieth Century* (Vancouver: UBC Press); Donaghy G. et Nossal, K.R. eds. (2010). *Architects and Innovators: Building the Department of Foreign Affairs and International Trade, 1909-2009* (Montreal & Kingston: McGill-Queen's University Press); Donaghy G. et Carroll, M.K. (2011). eds., *In the National Interest: Canadian Foreign Policy and the Department of International Trade, 1909-2009* (Calgary: University of Calgary Press); Carroll M.K. et Donaghy, G. (2016). eds., *From Kinshasa to Kandahar: Canada and Fragile States in Historical Perspective* (Calgary: University of Calgary Press).

²⁷ Malone, D. M. (2022). Canada's Multilateralism: A Story of Growing Drift? Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI. <https://www.cigionline.org/articles/canadas-multilateralism-a-story-of-growing-drift/>; Mank. Op. cit.

²⁸ Mank, op. cit.

²⁹ Bonder, J.L., (2022). Building Confidence through Trade and the Start of Economic Summitry, Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI <https://www.cigionline.org/articles/building-confidence-through-trade-and-the-start-of-economic-summitry/#12>; Global Centre for the Responsibility to Protect. What is R2P? À : <https://www.globalr2p.org/what-is-r2p/>

³⁰ Canada; Danemark; Finlande; Islande; Norvège; Russie; Suède; et les États Unis. Arctic Council. À : <https://www.arctic-council.org/>

³¹ Aleut International Association, Arctic Athabaskan Council, Gwich'in Council International, Inuit Circumpolar Council, Russian Association of Indigenous Peoples of the North, Saami Council. À : <https://www.arctic-council.org/>

³² See *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, SC 2000, c. 24.

³³ Witze, A. (2022). Russia's war in Ukraine forces Arctic climate projects to pivot. Nature. À : <https://www.nature.com/articles/d41586-022-01868-9>

³⁴ Malone, op. cit.

³⁵ Kelly, B. (2022). Canada in the World: The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy. Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI. <https://www.cigionline.org/articles/maximizing-influence-without-having-control/>

³⁶ Sarty, L., op.cit.



³⁷ Shull, A. et Wesley, W. (2021). Reimagining a Canadian National Security Strategy. CIGI Special Report (Waterloo: CIGI). À : www.cigionline.org/publications/reimagining-a-canadian-national-security-strategy/.

³⁸ Tonby, O., Woetzel, J., Choi, W., Eloit, K., Dhawan, R., Seong, J. et Wang, P. (2019) Future of Asia. McKinsey Global Institute. p. 79; Quah, D. The Global Economy's Shifting Centre of Gravity, 2(1) Global Policy; Fondation Pierre Elliott Trudeau, Cycle scientifique 2022-2025. Les économies du monde. 30 p. À : <https://www.trudeaufoundation.ca/sites/default/files/2022-02/Global-Economies-EN-Jan-27%20FINAL%20v2.pdf>

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.; Lee, M. (10 juillet 2022). Canada targets Russian oil, gas manufacturing. CTV News. À : <https://www.ctvnews.ca/politics/canada-targets-oil-and-gas-manufacturing-in-new-russian-sanctions-1.5981421>

⁴¹ Ibid.

⁴² « L'alliance 'Five Eyes' (Cinq Yeux) est un accord de partage de renseignements conclu entre cinq démocraties anglophones : les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle s'est développée pendant la guerre froide en tant que mécanisme de surveillance de l'Union soviétique et de partage de renseignements classifiés. Elle est souvent décrite comme l'alliance de renseignements la plus réussie au monde ». Gardner, F. (4 mai 2021). Five Eyes: Is the alliance in trouble over China? BBC News. À : <https://www.bbc.com/news/world-56970640>. Pendant l'administration Trump, les Cinq Yeux ont subi quelques revers, avec par exemple la décision de la Nouvelle-Zélande de ne pas affronter la Chine au sujet de son traitement de la population ouïghoure du Xinjiang, ou la décision du Canada de ne pas interdire la technologie Huawei.

⁴³ Rashchupkina, op. cit.

⁴⁴ *Idem*

⁴⁵ [Arbitrary detention in state-to-state relations \(international.gc.ca\)](http://international.gc.ca); Rashchupkina, op. cit.

⁴⁶ Ibid., et Aljazeera. (15 mai 2021). Canada, US and allies denounce 'immoral' arbitrary detentions. À : <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/15/canada-us-and-allies-denounce-immoral-arbitrary-detentions>

⁴⁷ Rashchupkina, op. cit.

⁴⁸ Mank, op. cit.

⁴⁹ Malone, op. cit.; Mank, op. cit.

⁵⁰ Mank, op. cit.

⁵¹ Ibbitson, J. (26 mai 2022). Canada inexcusably absent from another Indo-Pacific initiative. The Globe and Mail. À : <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-canada-inexcusably-absent-from-another-indo-pacific-initiative/>

⁵² Ibid.



⁵³ Suivant un accord de principe en 2013. Voir Payton, L. (18 octobre 2013). ETA: Canada-EU free trade deal lauded by Harper, Barroso. CBC News. À : <https://www.cbc.ca/news/politics/ceta-canada-eu-free-trade-deal-lauded-by-harper-barroso-1.2125122>

⁵⁴ European Commission. (21 juin 2021). EU and Canada set up a strategic partnership on raw materials. Communiqué de presse. À : https://ec.europa.eu/growth/news/eu-and-canada-set-strategic-partnership-raw-materials-2021-06-21_en#:~:text=The%20partnership%20will%20allow%20both,climate%2Dneutral%20and%20digitalised%20economy.

⁵⁵ Lilly, M. (2022). US Formation of New Geoeconomic Alliances: Canada's Shifting Relevance. Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI. <https://www.cigionline.org/articles/us-formation-of-new-geoeconomic-alliances-canadas-shifting-relevance/> rf.

G7 Leaders, ———. (9 juin 2018). Le communiqué de presse du Sommet du G7 à Charlevoix.

À : www.g7.utoronto.ca/summit/2018charlevoix/communiqu.html

⁵⁶ Medhora, R. P. (2022). Maximizing Influence Without Having Control. Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI.

<https://www.cigionline.org/articles/maximizing-influence-without-having-control/>

⁵⁷ Lilly, op.cit. rf. G20. (2008). The Group of Twenty: A History. À : www.g20.utoronto.ca/docs/g20history.pdf.

G20 Leaders. (15 novembre 2008). Declaration of the Summit on Financial Markets and the World Economy.

À : www.g20.utoronto.ca/2008/2008declaration1115.html.

⁵⁸ Lilly, op. cit., rf. Brattberg, E. et Judah, B. (10 juin 2020). Forget the G-7, Build the D-10. Foreign Policy. À : <https://foreignpolicy.com/2020/06/10/g7-d10-democracy-trump-europe>.

⁵⁹ Bloom, E. (2021). Reflections on the Past and Future of the Arctic Council. Arctic Council. À :

<https://www.arctic-council.org/news/reflections-on-the-past-and-future-of-the-arctic-council/>

⁶⁰ Annexe, « The criteria for admitting observers and role for their participation in the Arctic Council », Senior Arctic Officials (SAO) Rapport aux ministres, Nuuk, Groenland, mai 2011, p. 50, cité dans Guo, P. (2012). An Analysis of New Criteria for Permanent Observer Status on the Arctic Council and the Road of Non-Arctic States to Arctic. 4(2) International Journal of Maritime Affairs and Fisheries, 21, p. 22-23.

⁶¹ Arctic Climate Impact Assessment. À : <https://acia.amap.no/>

⁶² Greaves, W. (2022). As War Upends the Global Order, Canada Must Urgently Look to the Arctic. CIGI. À : <https://www.cigionline.org/articles/as-war-upends-the-global-order-canada-must-urgently-look-to-the-arctic/#:~:text=In%20particular%2C%20Canada%20has%20unresolved.NWP%20comprises%20Canada%27s%20internal%20waters>.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Black, D. (2016). Canada in Africa. Finding Our Footing? CGAI Policy Papers. À :

https://www.cgai.ca/canada_in_africa_finding_our_footing. Note : par le passé, des représentant.e.s



canadien.ne.s et des organisations de la société civile ont réussi à établir des partenariats durables avec leurs homologues africains, notamment avec la position ferme du Canada contre l'apartheid dans les années 1980, sa défense du Plan d'action pour l'Afrique au sein du G8 et le travail de l'ancien ambassadeur de l'ONU, Robert Fowler, au sein du Comité des sanctions contre l'Angola pour créer les conditions visant à mettre fin à la guerre civile.

⁶⁵ Ernst & Young Global. (2020). Why Africa is rising as a bigger player in the global economy. À : https://www.ey.com/en_gl/tax/why-africa-is-becoming-a-bigger-player-in-the-global-economy

⁶⁶ Heidrick, P. et Macdonald, L., (eds.). (2022). *Canada's Past and Future in Latin America* (University of Toronto Press), 320 p.

⁶⁷ En juin 2017, l'Alliance du Pacifique a invité le Canada à devenir un État associé, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Singapour, ce qui oblige chaque pays à négocier un accord de libre-échange global avec l'Alliance du Pacifique. Voir Gouvernement du Canada. (2022). Le Canada et l'Alliance du Pacifique, à : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/pacific_alliance-alliance_pacifique/index.aspx?lang=fra.

⁶⁸ Millar, E. (2016). Engagement and Pragmatism: Towards an Enduring Canadian Strategy in Latin America. Canadian Global Affairs Institute. À : https://www.cgai.ca/engagement_and_pragmatism

⁶⁹ Sayle, T.A. (2022). Canadian National Security in Historical Perspective, Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI; Deschamps-Laporte, L. (2022). Deterrence of Partisanship as Canadian National Security Strategy. Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future. Essay Series. CIGI

⁷⁰ Ibid., rf. Blackwill, R. D. et Gordon, P. H. (2018). *Containing Russia*. (New York : Council on Foreign Relations).

À : https://cdn.cfr.org/sites/default/files/report_pdf/CSR80_BlackwillGordon_ContainingRussia.pdf.

⁷¹ Mounk, Y. (21 mai 2022). The Doom Spiral of Pernicious Polarization. The Atlantic. À : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2022/05/us-democrat-republican-partisan-polarization/629925/> ;

Homer-Dixon, T. (31 décembre 2021). Opinion: The American polity is cracked, and might collapse. Canada must prepare. The Globe and Mail. À : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-the-american-polity-is-cracked-and-might-collapse-canada-must-prepare/> ;

Nardi, C. (5 mai 2022). Federal government must do more to fight spread of disinformation, polarization on social media: CSIS director. National Post. À : <https://nationalpost.com/news/politics/federal-government-must-do-more-to-fight-spread-of-disinformation-polarization-on-social-media-csis-director>

⁷² Deschamps-Laporte, op. cit., citant West, L., Carvin, S. et Juneau T. (12 janvier 2022). National security can't become a tool of partisan feuding. The Globe and Mail. À : www.theglobeandmail.com/opinion/article-national-security-cant-become-a-tool-of-partisan-feuding/.



⁷³ Deschamps-Laporte, op. cit.; cf. Stober, E. (24 janvier 2022). Majority of Canadians are open to assisting Ukraine, poll finds. Global News. À : <https://globalnews.ca/news/8533168/ukraine-canada-aid-poll/>; Boissonnault, R. (2022). Situation in Ukraine. Edited Hansard 151 (O20). House of Commons. 44th Parliament, 1st Session.

À : www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/44-1/house/sitting-20/hansard

⁷⁴ Graham, B. et MacLellan, S. Overview of the Challenges Posed by Internet Platforms: Who Should Address Them and How? in Donahoe, E. et Hampson, F. O. (eds) Governance Innovation for a Connected World. Protecting Free Expression, Diversity and Civic Engagement in the Global Digital Ecosystem. Special Report. CIGI. À : <https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/Stanford%20Special%20Report%20web.pdf>

⁷⁵ Graham B. et MacLellan, S., op. cit. cf. Ferguson, N. (20 janvier 2018). Social networks are creating a global crisis of democracy. The Globe and Mail. À : www.theglobeandmail.com/opinion/niall-ferguson-social-networks-and-the-globalcrisis-of-democracy/article37665172/; Public Policy Forum. (2018). The Shattered Mirror Series. Democracy Divided. Countering Disinformation and Hate in the Digital Public Sphere. Public Policy Forum and The University of British Columbia School of Public Policy and Global Affairs

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Graham, B. et MacLellan, S., op. cit. p. 6.

⁷⁸ Feldstein, S. (2019). The Global Expansion of AI Surveillance Carnegie Endowment for International Peace Working Paper (Washington: Carnegie Endowment), 36 p.; Zeng, J. (2021). Securitization of Artificial Intelligence in China. The Chinese Journal of International Politics Advance Article 1.

⁷⁹ Gouvernement du Canada. (2019). Menaces pesant sur la sécurité du Canada et les intérêts canadiens. CSIS Public Report 2019. À : <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-2019/menaces-pesant-sur-la-securite-du-canada-et-les-interets-canadiens.html>

⁸⁰ Commission canadienne de l'expression démocratique. (Janvier 2021). Diminuer un tort: un programme en six étapes pour protéger l'expression démocratique en ligne. À : <https://ppforum.ca/project/canadian-commission-on-democratic-expression/>; Statistique Canada. (2020). Environ un cinquième des entreprises canadiennes ont été touchées par des incidents de cybersécurité en 2019. Le Quotidien. À : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201020/dq201020a-fra.htm>

⁸¹ Projet de loi C-27, Charte canadienne du numérique : La confiance dans un monde numérique. À : <https://ised-isde.canada.ca/site/innover-meilleur-canada/fr/charte-canadienne-numerique-confiance-dans-monde-numerique>; Commission canadienne de l'expression démocratique. (Janvier 2021). Diminuer un tort: un programme en six étapes pour protéger l'expression démocratique en ligne. À : <https://ppforum.ca/project/canadian-commission-on-democratic-expression/>; Gouvernement du Canada. (2018). Stratégie nationale de cybersécurité. Vision du Canada pour la sécurité et la prospérité dans l'ère numérique. À : <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-cbr-scrtr-strtg/index-fr.aspx>



⁸² Medhora, R. P. et Owen, T. (17 avril 2020). A Post-COVID-19 Digital Bretton Woods. Project Syndicate.

À : www.project-syndicate.org/onpoint/digital-bretton-woods-new-global-governance-model-by-rohinton-p-medhora-and-taylor-owen-2020-04.

⁸³ Medhora, op.cit.; Graham, op. cit. rf. Fay, R. (2021). A Model for Global Governance of Platforms, dans M. Moore et D Tambini (eds) *Regulating Big Tech: Policy Responses to Digital Dominance* (New York : Oxford University Press). Par exemple, la proposition de l’Australie et de l’Inde pour un forum sur la stratégie numérique, qui intègre l’éthique du RGPD, mais aussi les priorités chinoises et américaines, ou l’accord de partenariat sur l’économie numérique avec d’autres membres du PTPGP. Gouvernement du Canada. (2022). Contexte: Adhésion éventuelle du Canada à l’Accord de partenariat pour l’économie numérique. À :

<https://www.international.gc.ca/trade-commerce/consultations/depa-apen/background-information.aspx?lang=fra>

⁸⁴ United Nations Climate Change. (2021). The Glasgow Climate Pact – Key Outcomes from COP26. À :

<https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-glasgow-climate-pact-key-outcomes-from-cop26>

⁸⁵ Carvalho, W.D., Mustin, K., Hilário, R.R., Vasconcelos, I.M., Eilers, V., Fearnside, P.M. (2019). Deforestation control in the Brazilian Amazon: A conservation struggle being lost as agreements and regulations are subverted and bypassed, 17 (3) *Perspectives in Ecology and Conservation*, 122-130; Jones, J.P.G. (2 novembre 2021). Deforestation: why COP26 agreement will struggle to reverse global forest loss by 2030. The Conversation. À :

<https://theconversation.com/deforestation-why-cop26-agreement-will-struggle-to-reverse-global-forest-loss-by-2030-170902>

⁸⁶ Gouvernement du Canada. (2021). *Global Greenhouse Gas Emissions*. Rapport (Ottawa: Environment and Climate Change Canada), 10 p. À : <https://www.canada.ca/content/dam/eccc/documents/pdf/cesindicators/ghg-emissions/2022/emissions-gaz-effet-serre-fr.pdf>

⁸⁷ Gouvernement du Canada. (2021). *Les plans et les cibles climatiques du Canada*. À :

<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/survol-plan-climatique.html>.

⁸⁸ Malone, op. cit., Sevunts, L. (28 février 2018). Canada’s foreign aid spending still below OECD average after budget boost. CBC News. À : <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-foreign-aid-budget-1.4556537>; York, G. (15 septembre 2018). OECD criticizes Canada for cutting foreign aid. À :

<https://www.theglobeandmail.com/canada/article-oecd-report-urges-canada-to-increase-spending-on-foreign-aid/> ; Toronto Star Editorial Board (21 septembre 2018). Canada must increase its spending on foreign aid. À : <https://www.thestar.com/opinion/editorials/2018/09/21/canada-must-increase-its-spending-on-foreign-aid.html>

⁸⁹ OCDE. L’objectif de 0,7 % APD/PNB– un historique. À :

<https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/lobjectifde07apdpnb-unhistorique.htm>



⁹⁰ Malone, op. cit.

⁹¹ Canada and the World Bank. (2021). À : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/multilateral-multilateraux/world_bank-banque_mondiale.aspx?lang=eng

⁹² Stephen Brown, op. cit.

⁹³ Ibid., rf. Canada. (9 juin 2017). *Feminist International Assistance Policy*. (Ottawa: Global Affairs Canada). À : www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/iap-pai/index.aspx?lang=eng

⁹⁴ CBC News. (10 juin 2022). Canada commits \$27M on easing migration pressures at Summit of the Americas. The Canadian Press. À : <https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-summit-of-the-americas-1.6485483>

⁹⁵ David, J.-M., op. cit.

⁹⁶ Oxfam Canada. (5 avril 2022). Foreign Affairs And International Development Testimony On Vaccine Equity And Intellectual Property Rights. À : <https://www.oxfam.ca/publication/foreign-affairs-and-international-development-testimony-on-vaccine-equity-and-intellectual-property-rights/>

⁹⁷ Brown, S. op. cit.

⁹⁸ Malone, op. cit.; Mank, op. cit.; C.P. Stacey, *Canada and the Age of Conflict* (vols. 1-2), (Toronto, Ont.: University of Toronto Press, 1977); Denis, S. et Winham, G.R. (1985). *The Politics of Canada's Economic Relationship with the United States*, (Toronto: University of Toronto Press); [150 years of immigration in Canada \(statcan.gc.ca\)](http://statcan.gc.ca); Welsh, op. cit.

⁹⁹ Adams, M. et Neuman, K. (2018). Canadian exceptionalism in attitudes toward immigration. IRPP. À : <https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2018/canadian-exceptionalism-attitudes-toward-immigration/>

¹⁰⁰ Kaushik, V. et Drolet, J. (2018). Settlement and Integration Needs of Skilled Immigrants in Canada. 7(5) *Social Sciences* 7, p. 76. <https://doi.org/10.3390/socsci7050076>, rf. Central Intelligence Agency. (2018). The World Factbook. À : https://www.cia.gov/cgi-bin/comment_form.cgi (consulté le 13 avril 2018).

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² Robitaille, E. (31 juillet 2022). Canada still has over one million job vacancies. CIC News. À : <https://www.cicnews.com/2022/07/canada-still-has-over-one-million-job-vacancies-0729603.html#gs.820cov>

¹⁰³ Carabin, F. (13 juillet 2022). Augmenter l'immigration ne réglera pas la pénurie de la main-d'œuvre, maintient Jean Boulet. Le Devoir. À : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/733146/immigration-augmenter-l-immigration-ne-reglera-pas-la-penurie-de-main-d-oeuvre-maintient-le-ministre-boulet>. Il est important de noter que le Québec a conclu une entente spéciale sur l'immigration avec le gouvernement fédéral, en vertu de laquelle les travailleurs.euses qualifié.e.s doivent d'abord demander un Certificat de sélection du Québec avant de demander la résidence permanente au Canada.

¹⁰⁴ UNHCR. Aperçu statistique. À : <https://www.unhcr.org/fr/apercu-statistique.html>

¹⁰⁵ Ibid.



¹⁰⁶ L'article 1 de la Convention relative au statut des réfugiés, Nations unies, Recueil des Traités, vol. 189, p. 137, définit un réfugié comme une personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques », ne peut ou ne veut pas retourner dans son pays d'origine. Molnar, P. (2017). Canadian Response to the Syrian Refugee Crisis, À : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/canadian-response-to-the-syrian-refugee-crisis>

¹⁰⁷ United Nations General Assembly [UNGA]. (2018). *Report of the United Nations High Commissioner for Refugees: Part II – Global compact on refugees* [GCR], 27 p., UN Doc. A/73/12 (Part II), 73rd Session, Supplement No. 12.

¹⁰⁸ Global Compact for Migration. (2018). Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, 34 p. [GCM]. À :

https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf

¹⁰⁹ Chesoi, M. et Naef, B. (2019-21-E). Primer on the Global Compact on Refugees and the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration. Library of Parliament. Canada. À :

https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/en_CA/ResearchPublications/201921E. L'introduction du Pacte mondial pour les réfugiés stipule que « Tous les États et les parties prenantes concernées sont invités (...) à promouvoir, respecter, protéger et garantir les droits humains et les libertés fondamentales pour tous; et à mettre fin à l'exploitation, aux abus et à la discrimination de toutes sortes, basée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou d'autres opinions, l'origine nationale ou sociale, les biens, la naissance, le handicap, l'âge ou tout autre statut. » Le Pacte mondial sur les migrations, pour sa part, reconnaît le droit des États à déterminer leur politique migratoire nationale, tout en cherchant simultanément à collaborer et à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et les conditions pour un travail décent (art. 21, art. 22), le regroupement familial (art. 21 (i)), à réduire les vulnérabilités dans la migration (art. 23), et à renforcer les autres droits de la personne des migrant.e.s grâce à, notamment, la réponse transnationale au trafic illicite (art. 25) et à l'abolition de la traite. (art. 26).

¹¹⁰ OECD. (2022). Development Co-operation Profiles. Canada. À : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/aa7e3298-en/index.html?itemId=/content/component/5e331623-en&_csp_=b14d4f60505d057b456dd1730d8fcea3&itemIGO=oecd&itemContentType=chapter

¹¹¹ L'Initiative mondiale de parrainage des réfugiés est menée par le gouvernement du Canada, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la Fondation Giustra, l'Open Society Foundations et le Carrefour des réfugiés de l'Université d'Ottawa. Son but est de mobiliser les citoyen.ne.s et de créer des voies alternatives pour l'admission des réfugié.e.s. Chesoi et Naef, *ibid.*, rf. Global Refugee Sponsorship Initiative, Qui Nous Sommes. À : <https://refugeesponsorship.org/fr/qui-nous-sommes>, CIMM, Témoignages - CIMM 1^{re} Session, 42^e Législature, Numéro 126, 18 octobre 2018, 1535 (Dr. Jennifer Bond, directrice Générale et présidente de l'Initiative mondiale de parrainage de réfugiés, Le Carrefour des Réfugiés). À :



<https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/CIMM/reunion-126/temoignages>; et Jennifer Hyndman, Brief for the House of Commons Standing Committee on Citizenship and Immigration on the Global Refugee Compact. À : <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/CIMM/Brief/BR10241641/br-external/HyndmanJennifer-e.pdf>

¹¹² Atak, I., Hudson, G., Nakache, D. (2017). Making Canada's Refugee System Faster and Fairer : Reviewing the Stated Goals and Unintended Consequences of the 2012 Reform. CARFMS/ACERMF working Paper N: 2017/3. À : <https://carfms.org/wp-content/uploads/2017/05/CARFMS-WPS-No11-Idil-Atak.pdf>; Canada Council for Refugees. (Décembre 2012). Concerns about changes to the refugee determination system. À : <https://ccrweb.ca/en/concerns-changes-refugee-determination-system>

¹¹³ Molnar, P., op. cit.; McQuigge, M. (14 février 2016). Does Canada have a two-tier refugee system? Global News. <https://globalnews.ca/news/2517013/does-canada-have-a-two-tier-refugee-system/>; Dayal, P. (1^{er} mai 2022). Refugees feel forgotten as Canada's immigration backlog sits at nearly 2 million applications. À : <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/refugees-in-limbo-wait-continues-1.6436259#:~:text=Saskatoon,Refugees%20feel%20forgotten%20as%20Canada%27s%20immigration%20backlog%20sits%20at%20nearly,vulnerable%20situations%20are%20feeling%20neglected>; Dayal, P., ibid.; Boudjikianian, R. (31 mars 2022). Sept mois après la chute de Kaboul, le Canada doit toujours accueillir 30 000 Afghans. À : <https://www.cbc.ca/news/politics/afghans-stranded-canada-1.6403399>

¹¹⁴ Ibid., rf. Gouvernement du Canada. (13 septembre 2017). Programme fédéral de santé intérimaire. À : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/aide-partir-canada/soins-sante/programme-federal-sante-interimaire.html> (Consulté le 26 avril 2020); et rf. Oda, A.; Tuck, A.; Agic, B.; Hynie, M.; Roche, B.; McKenzie, K. Health care needs and use of health care services among newly arrived Syrian refugees: A cross-sectional study. *CMAJ* 2017, 5, 354–358. À : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5498307/pdf/cmajo.20160170.pdf> (Consulté le 2 mai 2020).

¹¹⁵ Lam, L. et Triandafyllidou. (2022). Road to nowhere or to somewhere? Migrant pathways in platform work in Canada. DOI: <https://doi.org/10.1177/0308518X221090248>. rf. Goldberg, M. (2001). The Facts are in: Newcomers Experiences in Accessing Regulated Professions in Ontario; Reitz, JG, Curtis, J, Elrick, J (2014) Immigrant skill utilization: trends and policy issues. *Journal of International Migration and Integration* 15(1): 1–26.; Sharma, N. (2006). *Home Economics: Nationalism and the Making of "Migrant Workers" in Canada* (Toronto: University of Toronto Press); Thobani, S. (2007). *Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada*. (Toronto: University of Toronto Press); rf. Berntsen, L. (2016). Reworking labour practices: on the agency of unorganized mobile migrant construction workers. *Work, Employment and Society* 30(3): 472–488; Brophy, E. et Grayer, S. B. (2021). Platform Organizing. Tech Worker Struggles and Digital Tools for Labour Movements, dans Dolber, B., Rodino-Colocino, M., Kumanyika, C. et Wolfson, T. (eds.), *The Gig Economy* (New York: Routledge), 16 p.



-
- ¹¹⁶ Brouillet, M. (2019). Entretien avec François Crépeau. 35(3 & 4) Revue Européenne des migrations internationale. DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.16910>
- ¹¹⁷ Tsalikis, C. (2019). Lloyd Axworthy on Countering the “Globalism of Indifference” Facing Refugees. CIGI. À : <https://www.cigionline.org/articles/lloyd-axworthy-countering-globalism-indifference-facing-refugees/>
- ¹¹⁸ Premier ministre du Canada Justin Trudeau. (25 juin 2022). Le Canada annonce d’importants projets durant le Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth. Kigali (Rwanda). À : <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2022/06/25/canada-annonce-dimportants-projets-durant-sommet-des-chefs>
- ¹¹⁹ Stein, S., Andreotti, V. et Susa, R. (2019). Pluralizing Frameworks for Global Ethics in the Internationalization of Higher Education in Canada, 49(1) Canadian Journal of Higher Education, 22. À : <https://www.erudit.org/en/journals/cjhe/2019-v49-n1-cjhe04663/1060822ar/>, rf., Department of Foreign Affairs, Trade and Development, 2014, p. 11
- ¹²⁰ Ibid, rf. ICEF, 2017.
- ¹²¹ Ibid., rf. Canadian Bureau for International Education.
- ¹²² Ibid., rf. Marginson, S. et Sawir, E. (2005). Interrogating global flows in higher education. Globalisation, Societies and Education, 3(3), 281–309. <https://doi.org/10.1080/14767720500166878>
- ¹²³ Ibid., rf. Larkin, A. (2015). North-South partnerships in Canadian higher education. In A. A. Abdi (Ed.), Decolonizing global citizenship education (pp. 141–155). Rotterdam, The Netherlands: SensePublishers; and Stein, S. (2018). National exceptionalism in the “EduCanada” brand: Unpacking the ethics of internationalization marketing in Canada. Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education, 39(3), 461–477. <https://doi.org/10.1080/01596306.2016.1276884>
- ¹²⁴ Ibid.
- ¹²⁵ Ibid. Par exemple, l’ALE initial, reproduit dans l’ALENA, a suscité une vive controverse au sujet de la disposition d’« exemption culturelle » qui permettait aux États-Unis de prendre des mesures compensatoires contre le Canada dans le cas de politiques culturelles jugées discriminatoires.
- ¹²⁶ Voir, par exemple : Anderson, P. et Keil, S. (2017). Cinquante déclinaisons de fédéralisme. En collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes (sous la direction d’Alain-G. Gagnon), l’Institute for Self-Government Studies, l’International Association of Centers for Federal Studies, la Fondation Hans Seidel (traduit en anglais, en français et en espagnol).
- ¹²⁷ Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (nserc-crsng.gc.ca), le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (sshr-csrsh.gc.ca) et l’Institut de recherche en santé du Canada (cihr-irsc.gc.ca).
- ¹²⁸ Alperin, J.P. (2013). Ask not what altmetrics can do for you, but what altmetrics can do for developing countries. Bulletin of the American Society for Information Science and Technology. DOI: <https://doi.org/10.1002/bult.2013.1720390407>



-
- ¹²⁹ Alperin, J.P. (2013). Ask not what altmetrics can do for you, but what altmetrics can do for developing countries. *Bulletin of the American Society for Information Science and Technology*. DOI: <https://doi.org/10.1002/bult.2013.1720390407>
- ¹³⁰ Bélanger, L. (1999). Redefining Cultural Diplomacy: Cultural Security and Foreign Policy in Canada. *20 (4) Political Psychology* 677.
- ¹³¹ Ibid.
- ¹³² Patrimoine canadien. (2017). *Le cadre stratégique du Canada créatif* (Ottawa), 37 pages. À : <https://www.canada.ca/en/canadian-heritage/campaigns/creative-canada/framework.html>
- ¹³³ Voir, par exemple : Potter, E. (2020). From « stardust » to statescraft: The Canada Council for the Arts and the evolution of Canadian cultural diplomacy. *75(20 International Journal)* 199-219;
- ¹³⁴ Ibid.
- ¹³⁵ Rashchupkina, op. cit.; Sarty, op.cit.; Mank, op.cit.; Donaghy, G. et Axworthy, T. (16 janvier 2020). One is the loneliest number: On the world stage, Canada has been left to stand alone. *The Globe and Mail*. À : www.theglobeandmail.com/opinion/article-one-is-the-loneliest-number-on-the-world-stage-canada-has-been-left/; Voir également la note 37.
- ¹³⁶ Fondation Pierre Elliott Trudeau, Nos quatre thèmes. Le Canada et le monde. À : <https://www.fondationtrudeau.ca/nos-quatre-themes>
- ¹³⁷ Malone, D. M. (2022). op. cit.; Kelly, op.cit.; Morgan, M. C. (2022). Canada in a Shifting Geopolitical Context. *Situating Canada in a Changing World; Constructing a Modern and Prosperous Future*. Essay Series. CIGI. <https://www.cigionline.org/articles/canada-in-a-shifting-geopolitical-context/>
- ¹³⁸ Welsh, J. (2010). *Canada and the World: Beyond Middle Power* (Oxford University Press), 361 p.; Chapnick, A. (2006). *The Middle Power Project: Canada and the Founding of the United Nations* (Vancouver: UBC Press).
- ¹³⁹ Morgan, op. cit. rf. Berger, C. (2013). *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*. 2nd ed. (Toronto: University of Toronto Press).
- ¹⁴⁰ Morgan, ibid.
- ¹⁴¹ Ibid.
- ¹⁴² Ibid.
- ¹⁴³ Kelly, op.cit., rf. Keating, Tom. (2013). *Canada and World Order: The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy*. 3rd ed. (Toronto: Oxford University Press)
- ¹⁴⁴ Malone, op. cit.
- ¹⁴⁵ Morgan, op. cit.
- ¹⁴⁶ Malone, op. cit.
- ¹⁴⁷ Medhora, R. P. op. cit. rf. Steil, B. (2013). *The Battle of Bretton Woods: John Maynard Keynes, Harry Dexter White, and the Making of a New World Order* (Princeton: Princeton University Press); Rasmussen, K. B. (2001).



« Canada and the Reconstruction of the International Economy, 1941–1947. » Thèse de doctorat, University of Toronto. À : <https://tspace.library.utoronto.ca/handle/1807/16059>

¹⁴⁸ Medhora, *ibid.*

¹⁴⁹ Tworek, H., *op. cit.*

¹⁵⁰ [Canada and the OECD](#)

¹⁵¹ Malone, *op. cit.*

¹⁵² Malone, *op. cit.*; Mank. *Op. cit.*

¹⁵³ Mank, *op. cit.*, *rf.* Rodriguez, R. (2011). Canada and the Cuban Revolution: Defining the rule of engagement 1959-1962. 16 (1) *Canadian Foreign Policy Journal* 63-80

¹⁵⁴ Statistiques Canada. Division de la géographie. Perspective internationale. À : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-402-x/2012000/chap/geo/geo01-fra.htm>

¹⁵⁵ Lalonde, S. (2018). Canada's Influence on the Law of the Sea. *Canada in International Law – At 150 and Beyond*. Paper No. 7. CIGI. À : <https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/Reflections%20no.7%20Lalonde.pdf>

¹⁵⁶ Kelly, *op. cit.*; Bonder, *op. cit.*

¹⁵⁷ Mank, *op. cit.*

¹⁵⁸ Gouvernement du Canada. (2022). Canada et la Francophonie. À : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/francophonie/index.aspx?lang=fra

¹⁵⁹ Meyer, P. (2016). Pierre Trudeau and the Suffocation of the Nuclear Arms Race. 71(3) *International Journal*, p. 393.

¹⁶⁰ Axworthy, *op. cit.*; Bonder, *op. cit.*

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² Bonder, J.L., *op.cit.*; Mank, *op. cit.*

¹⁶³ Mank, *op. cit.*

¹⁶⁴ Small, M. (2016) Should Canada Revisit the Human Security Agenda? *Canadian Global Affairs Institute*. À : https://www.cgai.ca/should_canada_revisit_the_human_security_agenda

¹⁶⁵ Bonder, *op. cit.*; Global Centre for the Responsibility to Protect. What is R2P? À : <https://www.globalr2p.org/what-is-r2p/>

¹⁶⁶ Medora, *op. cit.*

¹⁶⁷ Haley, J.A. (2019). After 20 Years, Paul Martin's Legacy Still Serves the Global Economy. CIGI. À : <https://www.cigionline.org/articles/after-twenty-years-paul-martins-legacy-still-serves-global-economy/>

¹⁶⁸ Bloom, E. (2021). Reflections on the Past and Future of the Arctic Council. *Arctic Council*. À : <https://www.arctic-council.org/news/reflections-on-the-past-and-future-of-the-arctic-council/>

¹⁶⁹ The Arctic Council. <https://www.arctic-council.org/> and



¹⁷⁰ Gouvernement du Canada. Le Canada et le Conseil de l'Arctique. À : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/arctic_council-conseil_arctique/index.aspx?lang=fra

¹⁷¹ Bonder, op. cit.

¹⁷² Welsh, op. cit.

¹⁷³ Axworthy, op. cit.

¹⁷⁴ Medhora, op. cit.; Financial Stability Board. About the FSB. À : <https://www.fsb.org/about/>; Gouvernement du Canada. (2011). Le Conseil de stabilité financière. À :

<https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2011/11/conseil-stabilite-financiere.html>

¹⁷⁵ Bonder, op. cit. Les douze pays inclus sont : l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Vietnam et les États-Unis.

¹⁷⁶ Malone, op. cit.

¹⁷⁷ Malone, op. cit.

¹⁷⁸ Morgenthau, op. cit, cite dans Mank, ibid.

¹⁷⁹ Sarty, L., (2022). op.cit.

¹⁸⁰ Brown, S. op. cit.

¹⁸¹ Brown, S. op. cit.

¹⁸² Brouillet, M. (2019). Entretien avec François Crépeau. 35(3 & 4) Revue européenne des migrations internationales. DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.16910>

¹⁸³ Voir, par exemple : Potter, E. (2020). From « stardust » to statescraft: The Canada Council for the Arts and the evolution of Canadian cultural diplomacy. 75(20 International Journal 199-219.





Le Canada dans le monde : l'avenir de la politique étrangère

Cycle scientifique 2023-2026